

LE BIOALIMENTAIRE ÉCONOMIQUE

BILAN DE L'ANNÉE 2016



AVANT-PROPOS

Le *Bioalimentaire économique — Bilan de l'année 2016* offre un portrait de l'industrie bioalimentaire du Québec ainsi qu'un aperçu de la conjoncture économique mondiale pour l'année 2016.

Les événements retenus illustrent autant la performance de chacun des maillons de la filière bioalimentaire, soit l'agriculture et les pêches, la transformation, la distribution (commerces de détail et de gros et restauration), que l'état des principaux facteurs sous-jacents à cette performance, c'est-à-dire l'évolution de la demande intérieure, la dynamique des échanges internationaux et le comportement des différents acteurs en ce qui touche l'investissement.

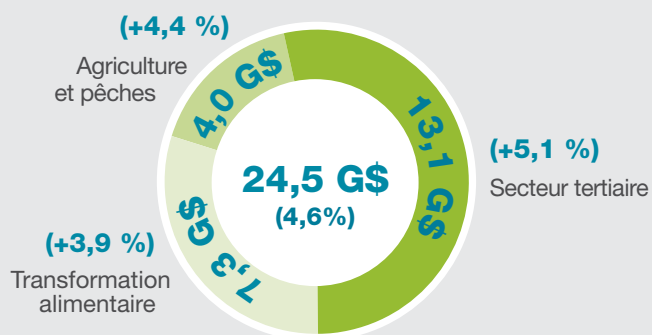
SOMMAIRE DU BILAN

| | | |
|----------|---|-----------|
| 1 | LES CHIFFRES CLÉS ET ÉVOLUTION GLOBALE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2016 | 7 |
| 2 | LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE | 11 |
| 2.1 | LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE | 11 |
| 2.2 | LA CONJONCTURE AGROALIMENTAIRE | 14 |
| 3 | LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS ET LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS | 19 |
| 3.1 | LA DEMANDE ALIMENTAIRE | 20 |
| 3.1.1 | LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE | 20 |
| 3.1.2 | LA RESTAURATION | 22 |
| 3.2 | L'INFLUENCE EXERCÉE PAR LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS | 24 |
| 4 | L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX | 27 |
| 4.1 | LES EXPORTATIONS | 28 |
| 4.2 | LES IMPORTATIONS | 30 |
| 5 | LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS | 33 |
| 6 | LES PÊCHES ET L'AQUACULTURE | 37 |
| 7 | L'AGRICULTURE | 41 |
| 8 | LA CONCLUSION D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE L'ANNÉE 2016-2017 | 47 |
| 8.1 | LES NÉGOCIATIONS EN COURS | 47 |
| 8.2 | LES ACTIVITÉS EXPLORATOIRES | 48 |
| 8.3 | LA POLITIQUE AMÉRICAINE | 48 |
| 8.4 | LES LITIGES | 49 |
| | ANNEXES | 50 |



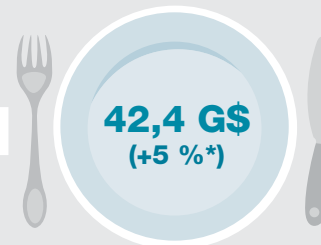
1 LES CHIFFRES CLÉS ET ÉVOLUTION GLOBALE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2016

PIB BIOALIMENTAIRE



53 % Part des produits consommés provenant des fournisseurs du Québec

DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC



26,7 G\$ (+4 %) Ventes dans le commerce alimentaire de détail

15 G\$ (+8 %) Ventes des services alimentaires (HRI)

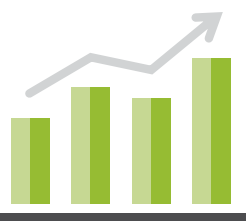


0,7 % Hausse des prix à la consommation des boissons alcoolisées

1,1 % Hausse des prix à la consommation des aliments et boissons non alcoolisées



80 000
Entreprises



1,6 G\$ (-14,3 %)
Investissements



498 131 (+2 %)
Emplois

(9 903 nouveaux emplois ajoutés)



8,2 G\$ (+2,5 %) Recettes monétaires agricoles du marché

8,6 G\$ (+4,3 %) Recettes monétaires agricoles totales



27,9 G\$ (+5,6 %)
Livraisons manufacturières

* : Progression par rapport à 2015

Note : Dans ce document, le symbole k\$ signifie « milliers de dollars », le symbole M\$, « millions de dollars » et le symbole G\$, « milliards de dollars ».

LA VITALITÉ CARACTÉRISE LE SECTEUR BIOALIMENTAIRE EN 2016

- Malgré un certain ralentissement dans les pays développés (section 2), le Québec a bien tiré son épingle du jeu en 2016 avec une croissance économique de 1,7 %, favorisée par la baisse du taux de change canadien par rapport aux États-Unis, l'amélioration du marché du travail et un regain de la confiance des ménages¹.
- Dans un premier temps, cette bonne conjoncture s'est répercutée sur la demande alimentaire intérieure (section 3) provenant des consommateurs, estimée à 42,4 milliards de dollars pour l'année 2016, ce qui représente une croissance de 5,0 % par rapport à la valeur de 2015. Cette progression est surtout attribuable à la demande² plus forte des consommateurs (ménages québécois, touristes) et, dans une moindre mesure, au faible accroissement des prix des produits alimentaires et des boissons, soit de 1,1 % et de 0,7 % respectivement.
- Dans un deuxième temps, ce contexte positif a aussi eu des incidences sur les exportations bioalimentaires internationales (section 4), qui ont augmenté pour une troisième année consécutive. Leur taux d'augmentation a même dépassé 9,0 %, ce qui est mieux que celui des États-Unis (7,4 %), de l'Union européenne (7,2 %), de l'Ontario (6,5 %) de même que de l'ensemble des autres provinces canadiennes (6,5 %).
- Cette demande, qui a progressé autant sur les marchés intérieurs qu'extérieurs, a entraîné une hausse du produit intérieur brut (PIB) bioalimentaire du Québec en 2016. En termes réels, sa croissance est estimée à 4,6 %, un sommet depuis 2007, et s'inscrit dans la tendance amorcée l'année précédente qui se situait à 2,8 %.
- Le dynamisme du secteur bioalimentaire, révélé par le PIB, est quasi généralisé avec des progressions notables de celui-ci en 2016 dans les secteurs de l'agriculture (4,4 %) (section 7) et de la transformation des aliments et des boissons (3,9 %) (section 5) ainsi que dans le secteur tertiaire (5,1 %) (section 3).
- La valeur du PIB bioalimentaire de 24,5 milliards de dollars (dollars enchaînés de 2007) se répartit entre le secteur tertiaire (13,1 milliards de \$), celui de la transformation des aliments et des boissons (7,3 milliards de \$) et le secteur primaire (4,0 milliards de \$), principalement l'agriculture.

LES VENTES DE LA RESTAURATION STIMULÉES PAR LES DÉPENSES DES CONSOMMATEURS

- Tout indique que la progression des revenus des ménages québécois en 2016³ et la bonne tenue de l'économie se sont répercutées notamment sur les ventes des restaurants (section 3.1.2), qui ont augmenté de 8,0 %. Il faut dire que les prix des aliments achetés au restaurant (section 3.2) se sont élevés de 2,0 % en 2016, ce qui représente la plus faible hausse depuis 2011.
- Les prix des aliments achetés en magasin se sont accrus de 1,1 % en 2016, ce qui contraste avec la montée de 2015, qui était de 3,5 %. Cela a contribué à stimuler la croissance des ventes des magasins d'alimentation (section 3.1.1), qui a été de 4,0 % en 2016 par rapport à 1,0 % en 2015.

VIGUEUR DE L'EMPLOI DANS LE COMPLEXE PRODUCTION-TRANSFORMATION

- Ces résultats ont également eu des répercussions sur l'emploi, dont la progression est estimée à 2,0 % pour 2016. Il s'agit d'une croissance quatre fois plus importante que la croissance annuelle moyenne depuis 2006, qui se situe à 0,5 %. Sans la baisse de 1,8 % de l'emploi dans les magasins d'alimentation et celle de 1,1 % de celui des débits de boissons alcoolisées, l'augmentation aurait été encore plus marquée.
- Pour l'ensemble de l'économie québécoise, l'année 2016 a permis d'accroître le marché de l'emploi de 0,9 %, pour une hausse totale de 36 120 emplois.

1 Desjardins, « Nouvelles économiques — Québec : les ventes au détail se redressent en 2016 », Études économiques, 22 février 2017.

2 Les principaux déterminants de la valeur de la demande domestique pour les produits alimentaires sont les suivants : la démographie, les revenus, les préférences des consommateurs et les prix relatifs des aliments et des boissons dans les magasins et les restaurants.

3 Desjardins, « Prévisions économiques et financières — Regain généralisé de la confiance », Études économiques, 20 mars 2017.

CROISSANCE DES VENTES RÉELLES DU COMPLEXE PRODUCTION-TRANSFORMATION

- Les livraisons manufacturières des fabricants d'aliments et de boissons (section 5) ont augmenté fortement en 2016, affichant un taux de 5,6 %, ce qui est supérieur à la moyenne de 3,5 % observée depuis 2005. La valeur des livraisons devrait ainsi atteindre 27,9 milliards de dollars en 2016.
- Cette croissance provient en grande partie du volume de produits alimentaires fabriqués, car les prix des produits vendus par les fabricants n'ont augmenté que de 0,5 % pour les aliments et de 1,2 % pour les boissons.
- En agriculture, l'ampleur des volumes récoltés dans certaines cultures (section 7) a favorisé l'augmentation des recettes monétaires provenant du marché dans les productions végétales. Cela a plus que compensé le recul observé dans les productions animales en raison de prix agricoles moins favorables en 2016.

LA FORCE DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE : L'INTÉGRATION DE SON INDUSTRIE

- Le circuit de commercialisation pour l'année 2015, présenté en annexe, confirme les relations étroites entre les partenaires du secteur bioalimentaire québécois :
 - Le secteur agricole obtient près de 70 % de ses recettes de marché des transformateurs d'aliments et de boissons du Québec⁴.
 - Les Québécois — consommateurs et entreprises — sont les principaux clients des entreprises de transformation alimentaire. En effet, la plus grande part des aliments et des boissons transformés au Québec, soit 40 %, est destinée au réseau des hôtels, des restaurants et des institutions (HRI) ainsi qu'au commerce de détail du Québec (9,9 milliards de dollars d'aliments et de boissons des transformateurs québécois en 2015). À cela s'ajoutent les 16 % qui retournent dans l'industrie québécoise comme aliments pour animaux ou pour une seconde ou troisième transformation.
 - Les exportations internationales et interprovinciales comptent respectivement pour 23 % et 21 % de la valeur des livraisons d'aliments et des boissons des transformateurs du Québec.
 - Les détaillants grossistes et le réseau HRI s'approvisionnent en produits du Québec dans une proportion d'environ 53 %, dont 49 % sont des produits transformés.

4 Un peu moins en 2015 avec 67 %.



2 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE

2.1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

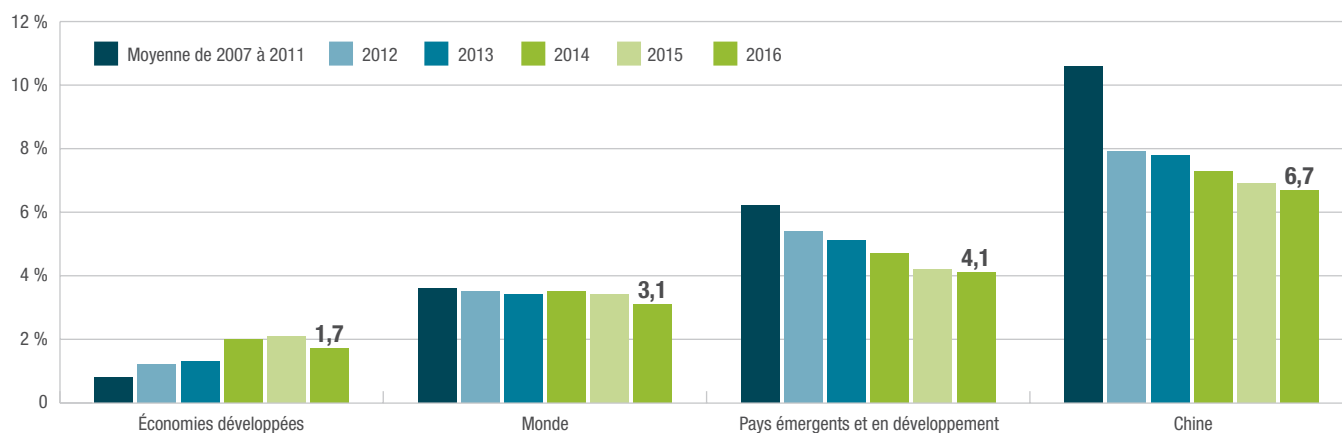
Une croissance de l'économie mondiale légèrement plus faible en 2016, surtout en raison des économies les plus développées

La croissance de l'économie mondiale a quelque peu fléchi, passant de 3,4 % en 2015 à 3,1 % en 2016 selon le Fonds monétaire international (FMI). Ce ralentissement s'est particulièrement observé dans les économies les plus développées, alors que la croissance s'est maintenue ou presque dans les économies émergentes et en développement. Ces dernières demeurent le moteur de la croissance économique mondiale, affichant un rythme deux fois supérieur à celui des économies les plus développées (4,1 % contre 1,7 %).

Dans l'ensemble, les économies émergentes et en développement ne progressent plus aussi rapidement qu'au cours des années 2000. C'est notamment le cas pour la Chine, où la croissance annuelle est désormais de l'ordre de 6 % ou de 7 % comparativement à 10 % au tournant des années 2010. La récession s'est poursuivie en 2016 au Brésil, alors qu'elle semblait en voie de se résorber en fin d'année en Russie, soit dans deux des principaux pays émergents.

Néanmoins, par leur importance grandissante et compte tenu de la progression relativement modeste des économies les plus développées, les économies émergentes et en développement restent un déterminant clé de la croissance économique mondiale.

FIGURE 1 | TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL, GRANDES RÉGIONS ET CHINE, DE 2007 À 2016



Source : Fonds monétaire international (FMI); compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

Une croissance freinée en 2016 dans les économies les plus développées

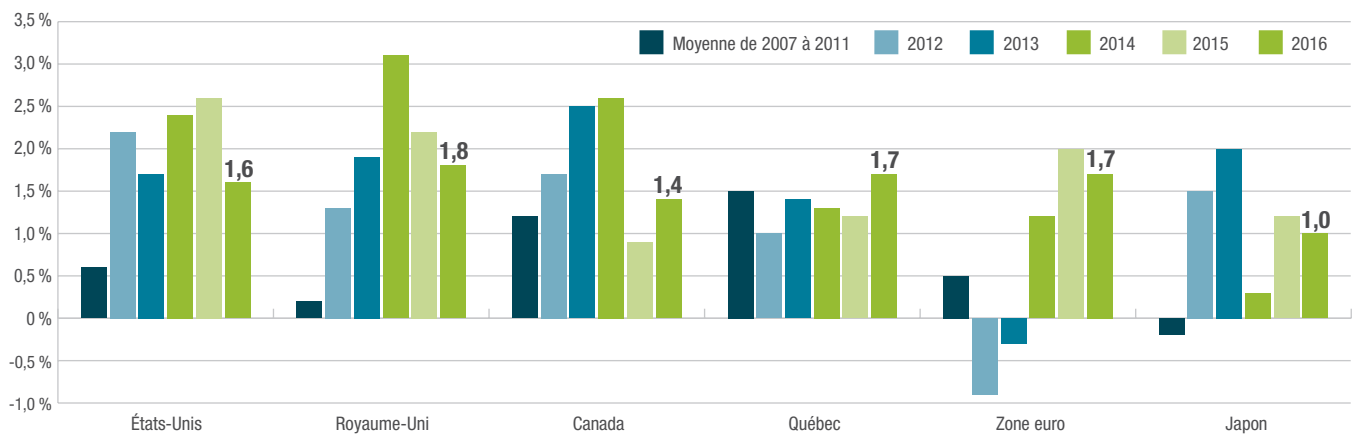
Dans les économies les plus développées, le taux de croissance économique a fléchi pour s'établir à 1,7 % en 2016. Rappelons qu'il s'était graduellement relevé au cours des trois années précédentes pour atteindre 2,1 % en 2015. C'est aux États-Unis que le ralentissement a été le plus prononcé, bien qu'il se soit également observé sur le continent européen.

En outre, le taux de croissance est passé de 2,2 % en 2015 à 1,8 % en 2016 au Royaume-Uni et de 2,0 % à 1,7 % dans la zone euro. Si le vote britannique en faveur du Brexit a pu causer des préoccupations sur les marchés financiers et exercer une pression à la baisse sur la devise du Royaume-Uni, l'effet a été plutôt limité sur l'activité économique en 2016. Tant dans la zone euro qu'au Royaume-Uni, le taux de croissance du PIB s'est maintenu ou amélioré dans la deuxième moitié de l'année.

Le fléchissement a été plus marqué aux États-Unis, où l'économie a progressé à un rythme de 1,6 % en 2016 comparativement à 2,6 % en 2015. Reflétant la croissance soutenue de l'emploi et un taux de chômage à son plus bas niveau depuis la grande récession de 2008-2009, les dépenses des consommateurs américains sont demeurées au rendez-vous en 2016. La source du ralentissement est davantage la retenue des entreprises, plus particulièrement au chapitre des investissements privés non résidentiels et de la réduction des inventaires. Néanmoins, la fin de 2016 a montré des signes encourageants de relance des investissements des entreprises américaines.

Après avoir encaissé, en 2015, l'impact de la chute des cours pétroliers sur les activités de développement de cette industrie, l'économie canadienne a connu un léger rebond en 2016. Avec une croissance de 1,4 %, elle a cependant affiché un résultat en deçà de la moyenne des pays les plus industrialisés. Pour sa part, l'économie québécoise a connu, en 2016, sa meilleure expansion des récentes années avec 1,7 %, un rythme comparable à celui des économies les plus développées. Les dépenses des ménages et les investissements des entreprises ont contribué à ce relèvement.

FIGURE 2 | TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DE CERTAINS PAYS DÉVELOPPÉS ET DU QUÉBEC



Sources : Statistique Canada, FMI; compilation du MAPAQ.

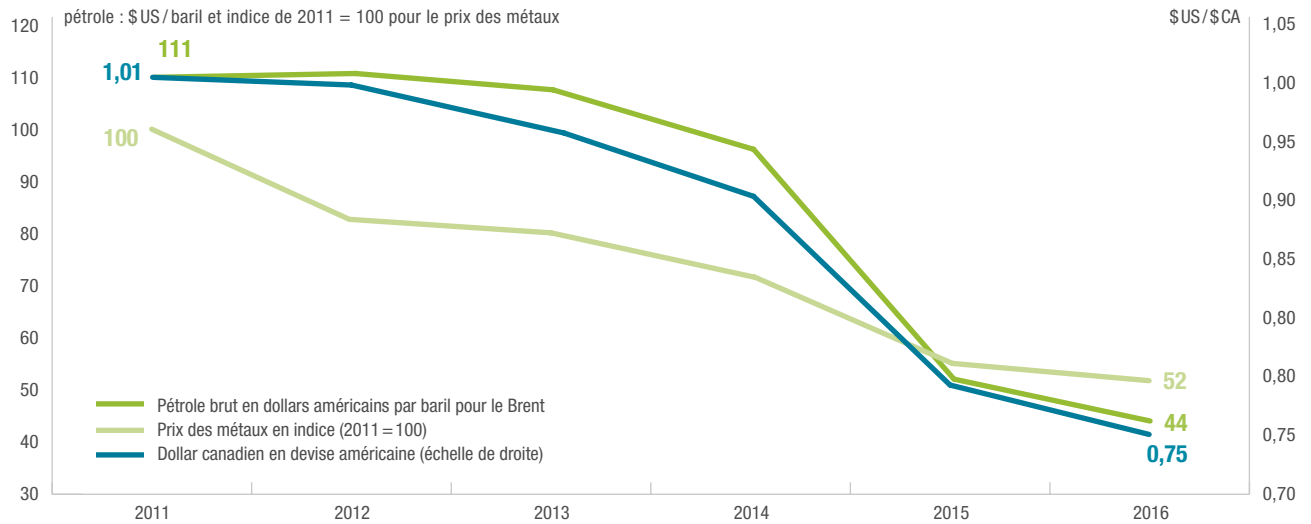
Un léger repli du huard en 2016

Le dollar canadien s'est légèrement déprécié en 2016, se situant en moyenne à 0,75 \$ US. De l'ordre de 3 cents américains, le repli du huard a toutefois été moins prononcé que lors des deux années précédentes, où il est passé de 0,97 à 0,78 \$ US. En ce sens, le mouvement du dollar canadien observé au cours des récentes années a reflété celui des cours mondiaux des matières premières.

En particulier, des interruptions involontaires d'approvisionnement et l'engagement de limiter la production pris par d'importants pays exportateurs ont freiné le recul du pétrole en 2016. En fait, la perspective de ces engagements a aidé à relever quelque peu le prix du pétrole au cours de la deuxième moitié de l'année. Des mesures de relance de l'investissement en Chine ont, pour leur part, contribué à stopper la chute des prix mondiaux des métaux, qui se sont, eux aussi, redressés durant la deuxième moitié de 2016.

Par ailleurs, le dollar canadien est également exposé aux attentes des marchés à l'égard de la politique monétaire des États-Unis. Rappelons que les autorités monétaires américaines ont relevé leur taux d'intérêt directeur à la fin de 2016 et au début de 2017. Des indices laissant présager des hausses à venir du taux directeur américain pourraient exercer une pression à la baisse sur le huard.

FIGURE 3 | VALEUR DU HUARD ET PRIX MONDIAUX DU PÉTROLE ET DES MÉTAUX, MOYENNES ANNUELLES



Sources : FMI, Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

2.2 LA CONJONCTURE AGROALIMENTAIRE

En 2016, la conjoncture agroalimentaire s'est notamment caractérisée par des récoltes mondiales de nouveau abondantes, de même que par l'expansion des troupeaux des éleveurs américains. Ces facteurs ont maintenu la pression à la baisse sur les prix de référence internationaux des céréales et des viandes rouges.

Du point de vue du secteur agroalimentaire québécois, la faiblesse du huard constitue un élément de contexte favorable. C'est notamment le cas pour les producteurs agricoles à l'œuvre dans des secteurs où les revenus sont tributaires des prix internationaux. En effet, un dollar canadien valant 0,75 \$ US plutôt que 0,90 \$ US relève de 20 % l'équivalent, en devises canadiennes, des prix de référence exprimés en dollars américains.

Les exportations bioalimentaires internationales⁵ du Québec ont également profité de ce contexte, ayant progressé de plus de 35 % au cours des trois dernières années. Constituée à 80 % de produits transformés, a contribué au redressement des livraisons du secteur de la transformation des aliments et des boissons, qui s'observe depuis 2014.

Une abondance des récoltes mondiales de nouveau observée

À l'instar des récentes années, les conditions climatiques ont, dans l'ensemble, favorisé les rendements des principales cultures à l'échelle mondiale. Les volumes récoltés en 2016 ont atteint un niveau record, notamment pour le maïs, le blé et le soya.

Les récoltes abondantes enregistrées depuis 2013 ont exercé une pression à la baisse sur les prix mondiaux des denrées au cours des récentes années. Elles ont permis non seulement de répondre à la demande, mais aussi de regarnir les stocks mondiaux de grains et d'oléagineux.

TABLEAU 1 | SITUATION MONDIALE DES PRINCIPALES CÉRÉALES, DES GRAINS ET DES OLÉAGINEUX, DE 2011 À 2016, EN MILLIONS DE TONNES

| MILLIONS DE TONNES | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 (ESTIMATION) |
|--------------------------|-------|-------|-------|---------|-------|-------------------|
| BLÉ | | | | | | |
| Production | 697,3 | 658,6 | 715,1 | 728,3 | 735,3 | 751,1 |
| Consommation/utilisation | 697,8 | 679,3 | 697,9 | 705,7 | 712,5 | 741,4 |
| Stock de report | 198,5 | 177,8 | 194,9 | 217,5 | 240,3 | 249,9 |
| MAÏS | | | | | | |
| Production | 889,7 | 869,6 | 990,4 | 1 015,6 | 961,9 | 1 049,2 |
| Consommation/utilisation | 885,1 | 864,6 | 948,8 | 980,7 | 960,7 | 1 039,4 |
| Stock de report | 128,1 | 133,1 | 174,8 | 209,7 | 210,9 | 220,7 |
| SOYA | | | | | | |
| Production | 240,5 | 268,5 | 282,5 | 319,6 | 312,8 | 340,8 |
| Consommation/utilisation | 257,9 | 266,4 | 276,1 | 303,9 | 313,7 | 334,6 |
| Stock de report | 53,2 | 55,4 | 61,7 | 77,5 | 76,6 | 82,8 |

Source : United States Department of Agriculture (USDA), World Agricultural Supply and Demand Estimates (WASDE), <http://apps.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>; compilation du MAPAQ.

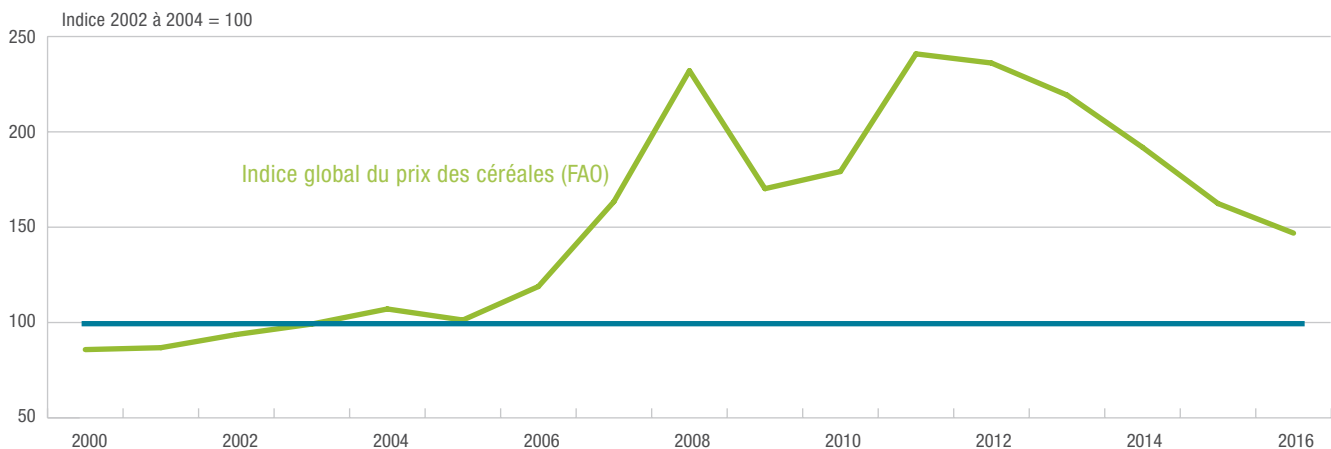
Ces facteurs ont ainsi favorisé, comme en 2015, un repli des prix mondiaux des grains au cours de l'année 2016. Malgré tout, la conjoncture céréalière des récentes années ne remet toutefois pas en cause le relèvement structurel des prix qui s'est opéré au milieu des années 2000. En effet, en dépit de quatre années où la production mondiale a excédé la demande, le prix mondial des céréales est demeuré, en 2016, supérieur de 50 % à ce qu'il était au début

⁵ Exportations agroalimentaires ainsi que de produits de la pêche et de l'aquaculture.

des années 2000. C'est ce qu'illustre, à la figure 4, l'indice du prix mondial des céréales de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

En fait, les récoltes mondiales abondantes des récentes années ont mis un terme à la flambée des prix mondiaux occasionnée, au tournant des années 2010, par les mauvaises conditions observées de 2010 à 2012 dans d'importants pays producteurs.

FIGURE 4 | ÉVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX MONDIAL DES CÉRÉALES DE LA FAO, DE 2000 À 2016



Source : FAO; compilation du MAPAQ.

Au Québec, en 2016, le maïs s'est négocié à des prix légèrement inférieurs à ceux de 2015, soit à environ 200 \$ la tonne. Le faible recul du dollar canadien a quelque peu atténué l'impact de la baisse des prix internationaux et des importants volumes de maïs récoltés au Québec au cours des automnes de 2015 et de 2016 sur les prix locaux. Pour sa part, le prix du soya s'est généralement maintenu au Québec en 2016. Dans le cas de cette denrée, la vigueur de la demande sur les marchés d'importation, principalement en Chine, a notamment soutenu les prix de référence internationaux.

Dans la mesure où les prix locaux n'ont presque pas diminué et que les producteurs de maïs et de soya du Québec disposaient de plus grandes quantités à commercialiser en 2016, le contexte a été favorable à une croissance de leurs revenus.

Une augmentation de 4 % de la production américaine de viandes rouges

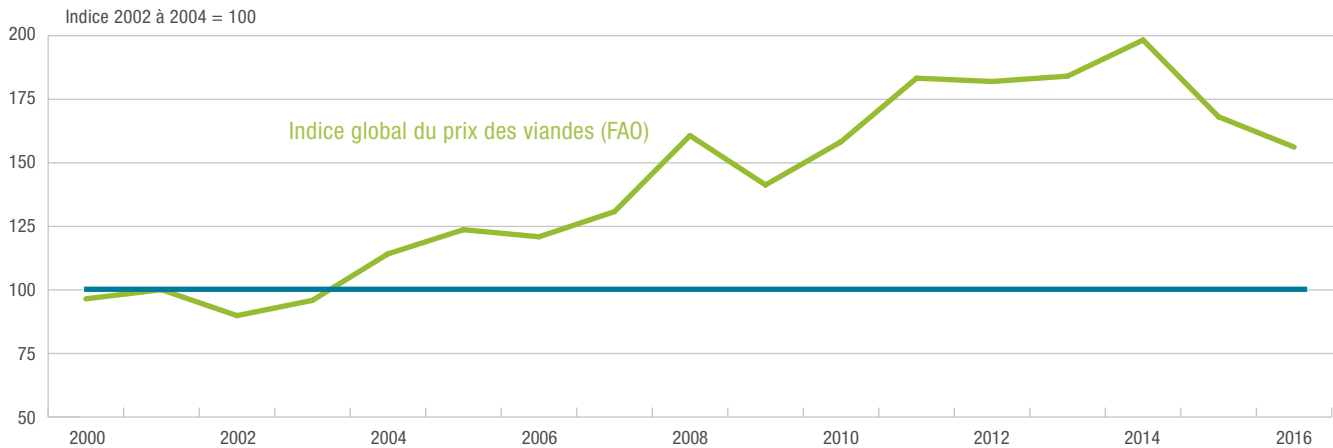
Du côté des viandes rouges, le relèvement de 4 % de la production américaine a particulièrement marqué la conjoncture en 2016. Cette croissance découle principalement du redressement cyclique du cheptel bovin en inventaire, amorcé en 2015. Cela s'est traduit par une augmentation de 6 % de la production américaine de viande bovine en 2016. Rappelons que les éleveurs américains de bovins ont procédé, en 2015, à la première expansion de leur cheptel en près de dix ans, à la faveur notamment de prix de vente records et du repli de leur coût d'alimentation animale en raison de la fin de la flambée du prix des céréales.

Pour sa part, la production américaine de porc s'est accrue de 2 % en 2016. Comparativement à l'année 2014, marquée par les dommages causés par la diarrhée épidémique porcine (DEP), la production américaine de porc s'est redressée de 9 % au cours des deux dernières années.

Dans ce contexte, les prix de référence internationaux des viandes ont donc poursuivi, en 2016, le repli amorcé l'année précédente. Néanmoins, comme c'est le cas pour les céréales, l'indice du prix mondial des viandes est demeuré, en 2016, supérieur de plus de 50 % à ce qu'il était au début des années 2000. Rappelons que le prix

des viandes avait atteint des sommets jamais vus en 2014, en raison d'un creux cyclique historique du cheptel de bovins en inventaire aux États-Unis et des dommages causés par la DEP.

FIGURE 5 | ÉVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX MONDIAL DES VIANDES DE LA FAO, DE 2000 À 2016



Source : FAO; compilation du MAPAQ.

Pour les éleveurs du Québec, le recul du dollar canadien a atténué une bonne partie de l'impact sur leurs revenus de la réduction des prix de référence internationaux depuis leur sommet. Entre 2014 et 2016, le prix de référence américain a diminué de l'ordre de 40 % et de 20 % respectivement pour le porc et le bovin d'abattage. Durant cette période, la dépréciation du huard a effacé près du tiers de la baisse du prix de référence américain du porc, une fois exprimé en dollars canadiens, et plus des deux tiers dans le cas du bovin.

La contribution de la Chine à la vigueur de la demande d'outre-mer de viande porcine

Selon les estimations du United States Department of Agriculture (USDA), le volume des exportations mondiales de viande porcine a augmenté de près de 20 % en 2016, et ce, principalement en raison de celles à destination de la Chine.

Le plus important pays producteur et consommateur au monde, la Chine, a plus que doublé le volume de ses importations de viande porcine en 2016, devançant le Japon au premier rang des importateurs. Ce résultat s'explique notamment par une phase de consolidation et d'adaptation environnementale du secteur⁶ qui s'est traduite par une réduction de 8 % de la production chinoise de viande porcine entre 2014 et 2016⁷.

Ce sont les exportateurs de l'Union européenne qui ont bénéficié le plus de l'augmentation du commerce mondial de viande porcine en 2016⁸. Mais les exportateurs du Québec n'en ont pas moins accru leurs ventes sur le marché chinois. Les exportations québécoises de viande porcine à destination de la Chine ont d'ailleurs triplé en 2016, atteignant 330 millions de dollars.

Un relèvement du prix mondial du sucre

Le sucre est l'un des principaux produits alimentaires importés au Québec et constitue un ingrédient important pour plusieurs entreprises de transformation bioalimentaire. Le prix mondial du sucre, exprimé en dollars américains, s'est redressé en 2016 après quatre années à la baisse.

6 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et FAO (2016), «Viande», dans Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025, Paris, OCDE, p. 4 et 8, http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-10-fr.

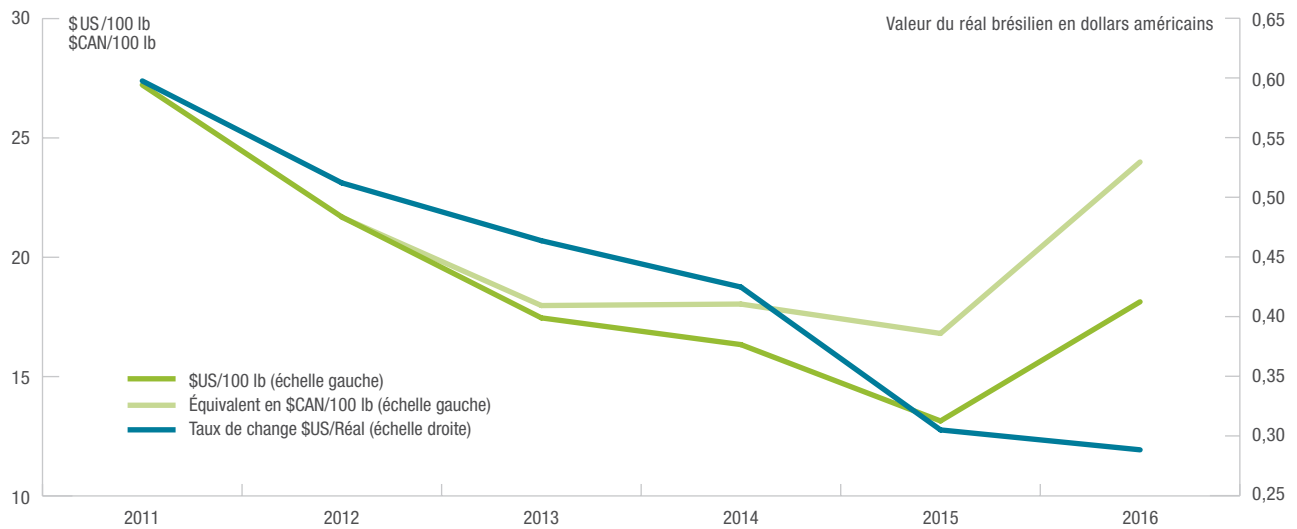
7 USDA, https://apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/livestock_poultry.pdf.

8 USDA, https://apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/livestock_poultry.pdf.

Pour les importateurs du Québec, le recul du dollar canadien observé au cours des dernières années a fait en sorte que le prix mondial du sucre, une fois exprimé en devises canadiennes, atteigne en 2016 son niveau le plus élevé depuis 2011.

La conjoncture mondiale du sucre a compté parmi les principaux facteurs de variation des importations bioalimentaires du Québec en 2016. En effet, la valeur des importations québécoises de sucre de canne a augmenté de 45 % en 2016, soit au même rythme que le prix mondial exprimé en dollars canadiens (43 %). Atteignant près de 500 millions de dollars, elle s’est accrue de 151 millions de dollars et a compté pour une large part de la croissance de 178 millions de dollars des importations bioalimentaires totales du Québec.

FIGURE 6 | ÉVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX MONDIAL DU SUCRE, DE 2011 À 2016



Source : Intercontinental Exchange de New York, Banque du Canada, Réserve fédérale des États-Unis; compilation du MAPAQ.

Contrairement aux années précédentes, l'évolution du prix du sucre en 2016 s'explique davantage par les conditions de l'offre et de la demande sur le marché mondial que par les mouvements à la baisse du réal brésilien, devise du principal pays producteur et exportateur. Bien qu'elle ait augmenté de 3 % en 2016 selon les estimations disponibles⁹, la production mondiale a été inférieure à la demande pour une deuxième année consécutive. Pour sa part, la devise brésilienne ne s'est que légèrement dépréciée en 2016.

9 USDA, <https://apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/Sugar.pdf>.



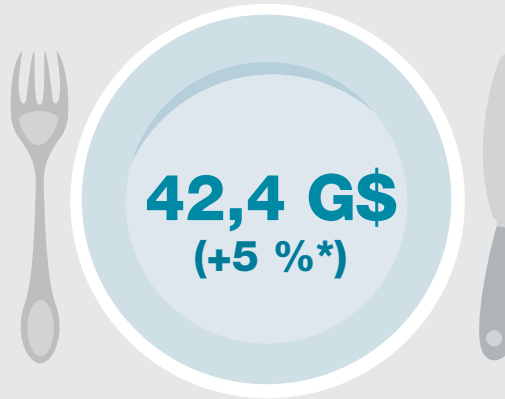
3

LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS ET LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS



Population québécoise : 8,3 M (+0,8 %)

DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC



26,7 G\$ (+4 %)

Ventes dans le commerce alimentaire de détail

9 %

Croissance des ventes des magasins non traditionnels (Walmart, Costco, etc.)

15 G\$ (+8 %)

Ventes des services alimentaires (HRI)

12 G\$ (+8 %)

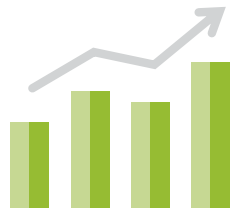
Ventes dans la restauration commerciale



+7 100

Emplois

Création d'emplois dans la restauration commerciale



625 M\$

Investissements

du maillon tertiaire



13,1 G\$

PIB

du maillon tertiaire (grossistes, détaillants, établissements de restauration)



0,7 % Hausse des prix à la consommation des boissons alcoolisées

1,1 % Hausse des prix à la consommation des aliments et boissons non alcoolisées

De 31 % à 39 % Croissance des parts de marché des restaurants à service restreint (rapide), de 2006 à 2016

3.1 LA DEMANDE ALIMENTAIRE

Une demande alimentaire plus vigoureuse qu'en 2015

- Au Québec, la demande alimentaire provenant des consommateurs est estimée à 42,4 milliards de dollars pour l'année 2016, ce qui représente une croissance de 5,0 % par rapport à la valeur de 2015. La progression est attribuable en partie à l'accroissement de 0,8 % de la population et à la hausse des prix des produits alimentaires, mais surtout à une demande¹⁰ plus forte des consommateurs (ménages québécois, touristes).
- En effet, en termes réels (sans l'effet des prix), la demande alimentaire au Québec montre une croissance notable de 4 % en 2016 par rapport à 2015. La valeur de la demande alimentaire est tributaire de la progression des prix des aliments et des boissons puisqu'elle s'évalue à partir des achats des consommateurs effectués dans les magasins, les restaurants et autres circuits de distribution. Or, en 2016, les prix des aliments et des boissons alcoolisées se sont accrus respectivement de 1,1 % et de 0,7 % au Québec, ce qui constitue une hausse modeste. En outre, l'accroissement de la population québécoise est demeuré relativement faible¹¹.
- Par conséquent, des facteurs tels que l'économie plus vigoureuse en 2016 et le recul des prix de plusieurs produits alimentaires ont sans doute incité les ménages à dépenser davantage pour l'alimentation. De plus, on constate un taux d'occupation plus élevé en 2016 qu'en 2015¹² dans les établissements d'hébergement (établissements hôteliers et résidences de tourisme) du Québec, la faiblesse du huard ayant sûrement contribué à favoriser le tourisme. Notons que la croissance de la demande alimentaire en 2016 est surtout tributaire de la bonne tenue des ventes dans la restauration. Il s'agit d'une croissance exceptionnelle de 8 %.

Pour l'année 2016, la valeur estimée de la demande alimentaire québécoise se répartit de la façon suivante :

TABLEAU 2 | RÉPARTITION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2016

| DEMANDE ALIMENTAIRE 42,4 G\$ (+ 5 %) | | | | |
|--------------------------------------|-----------------|----------------------------------|--------------------------|------------------------------|
| COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL* | | AUTRE CIRCUITS DE DISTRIBUTION** | SERVICES ALIMENTAIRES | |
| 26,7 G\$ (+ 4 %) | | | 15 G\$ (+ 8 %) | |
| Magasins d'alimentation* | Autres magasins | 0,7 G\$ (+ 7 %) | Restauration commerciale | Restauration non commerciale |
| 20,8 G\$ (+ 3 %) | 5,9 G\$ (+ 9 %) | | 12 G\$ (+ 8 %) | 3 G\$ (+ 8 %) |

* Valeur des ventes des produits alimentaires seulement.

** Il s'agit d'une estimation puisque très peu d'informations existent concernant les ventes effectuées par l'entremise de ces circuits.

Sources : Statistique Canada, Restaurants Canada et fsSTRATEGY; compilation et estimations du MAPAQ.

3.1.1 LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE

Une bonne année pour les détaillants en 2016

- Les ventes totales de produits alimentaires dans le commerce de détail ont progressé de 4 % en 2016, affichant une valeur estimée à 26,7 milliards de dollars. Cette croissance s'est surtout manifestée dans les magasins non traditionnellement alimentaires (Walmart, Costco, etc.) avec une hausse estimée à 9 %, alors que les ventes de produits alimentaires des magasins d'alimentation traditionnels (supermarchés, épiceries, dépanneurs-tabagies, magasins de bières, de vins et de spiritueux, magasins spécialisés) ont augmenté de 3 % (tableau 3).
- Certains éléments peuvent expliquer la progression plus modeste de la valeur des ventes des magasins d'alimentation traditionnels, notamment les suivants :

10 Les principaux déterminants de la valeur de la demande domestique pour les produits alimentaires sont les suivants : la démographie, les revenus, les préférences des consommateurs et les prix relatifs des aliments et des boissons dans les magasins et les restaurants.

11 Par exemple, à l'échelle canadienne, l'accroissement de la population a été de 1,2 % en 2016.

12 Source : http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/bulletins_info/bulletin/heb_frequentation.php?mois=12&anneeHaut=2016&anneeBas=2015&soumettre=Comparer.

- Les achats alimentaires se sont déplacés vers les magasins de marchandises diverses tels que Walmart, Costco et Dollarama. Les données disponibles à l'échelle canadienne confirment la poursuite de ce mouvement au pays, même si son ampleur s'est atténuée en 2016 (tableau 3).
 - Le recul des ventes des magasins spécialisés, amorcé en 2014, s'est accentué en 2016 (-8 %) et a concouru à modérer la hausse globale des ventes des magasins d'alimentation. Toutefois, parmi ces derniers, les dépanneurs ont poursuivi leur ascension en 2016 avec un chiffre d'affaires qui s'est accru de 5 % par rapport à 2015.
- Au total, les ventes de produits alimentaires ont permis aux magasins d'alimentation et aux autres magasins du secteur de réaliser des chiffres d'affaires de 20,8 et de 5,9 milliards de dollars respectivement en 2016.
 - Contrairement à l'année 2015, les prix, compte tenu de leur faible progression de 0,6 % pour les aliments et de 0,5 % pour les boissons alcoolisées achetées en magasin, ont peu contribué à la valeur des ventes en 2016. La preuve en est que la valeur réelle des ventes (sans l'effet des prix) a augmenté de 3,5 % en 2016 par rapport à 2015.

TABLEAU 3 | ESTIMATIONS DES VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE MAGASINS, 2015 ET 2016 (G\$)

| TYPES D'ÉTABLISSEMENTS | 2015 | 2016 | VARIATION 2016-2015 | VARIATION RÉELLE (EN VOLUME) |
|--|-------------|-------------|---------------------|------------------------------|
| COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL | 25,6 | 26,7 | 4 % | 3,5 % |
| Magasins d'alimentation (supermarchés, boucheries, etc.) | 20,2 | 20,8 | 3 % | 2,2 % |
| Autres magasins (Walmart, pharmacies, Costco, etc.) | 5,4 | 5,9 | 9 % | 8,3 % |

Variation réelle : variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.

Note : Les données du tableau font référence uniquement aux produits alimentaires. Elles excluent les produits de santé et de beauté, les produits hygiéniques, le tabac et les aliments pour animaux de compagnie.

Source : Statistique Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

- Bien que le commerce de détail s'approprie la grande majorité des ventes alimentaires, d'autres circuits de distribution sont de plus en plus populaires chez les consommateurs québécois, à savoir les marchés publics, les kiosques à la ferme, les paniers biologiques, etc. Au Québec, cette popularité s'est traduite par une hausse des ventes de 7 % en 2016 par rapport à 2015, pour atteindre une valeur estimée à 0,7 milliard de dollars.
- À l'échelle canadienne, la tendance ressemble à celle du Québec : les concurrents des magasins d'alimentation traditionnels ont un taux de croissance des ventes alimentaires supérieur, comme le montre le tableau suivant. Ce phénomène se dessine déjà depuis quelques années. Notons que la part des produits alimentaires dans les ventes des magasins de marchandises diverses a doublé en 10 ans, passant de 15 % en 2006 à 31 % en 2016.

TABLEAU 4 | VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU CANADA SELON LES TYPES DE MAGASINS, 2015 ET 2016 (G\$)

| TYPES D'ÉTABLISSEMENTS | 2015 | 2016 | VARIATION 2016-2015 |
|---|--------------|--------------|---------------------|
| COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL | 121,2 | 125,4 | 3 % |
| Magasins d'alimentation (supermarchés, boucheries, etc.) | 95,9 | 98,3 | 2 % |
| Magasins de marchandises diverses (Walmart, Costco, etc.) | 19,7 | 21,3 | 8 % |
| Autres magasins (pharmacies, stations-service, etc.) | 5,6 | 5,8 | 3 % |

Note : Ces mêmes données par province ne sont pas publiées par Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 080-0022 et 080-0035; compilation et estimations du MAPAQ.

- Le commerce alimentaire de détail représente un secteur d'importance, puisque la valeur de ses ventes compte pour près du quart de celles de tout le commerce de détail québécois.
- L'année 2016 présente des pertes équivalant à 2300 emplois dans les magasins d'alimentation traditionnels,

ce qui correspond à un recul de 2 % par rapport à 2015. En tout, le secteur comble 125 070 emplois. Toutefois, la tendance baissière amorcée en 2010 dans ces magasins montre une relative stabilité sur la période de 2012 à 2016 avec une évolution en dents de scie. Dans les magasins de marchandises diverses (Walmart, Costco, etc.), l'emploi a progressé pour une sixième année consécutive en enregistrant une croissance de 3 % en 2016 par rapport à 2015.

- Dans les magasins d'alimentation traditionnels, les investissements en immobilisations sont estimés à 196,8 millions de dollars pour 2016, ce qui est légèrement sous les valeurs des années précédentes. Il y a lieu de souligner que de nombreux investissements ont déjà été réalisés dans ce secteur au cours des dernières années. Pour 2016, il s'agit tout de même d'une valeur équivalant à 12 % des sommes investies dans l'industrie bioalimentaire cette année-là.

3.1.2 LA RESTAURATION

Un bilan exceptionnel pour la restauration québécoise

- Dans les services alimentaires¹³, les ventes ont progressé de 8 % en 2016 pour atteindre une valeur estimée à 15 milliards de dollars (tableau 5).
- Le chiffre d'affaires de la restauration commerciale s'élève à 12 milliards de dollars et affiche une hausse notable de 8 % par rapport à 2015, un résultat qui contraste avec les données obtenues au cours de la dernière décennie. La saison touristique exceptionnelle qu'a connue la province, grâce à des conditions météorologiques favorables et à un faible dollar canadien, n'est sans doute pas étrangère au bilan positif obtenu par les restaurateurs pour l'année 2016. L'essor des ventes est attribuable à tous les sous-secteurs, mais particulièrement aux débits de boissons alcoolisées (bars, discothèques, etc.) et aux établissements de restauration à service restreint (restauration rapide, cafétérias, cafés-restaurants, etc.). Ainsi, ces deux segments ont accru leurs ventes de 12 % et de 9 % respectivement. Dans la restauration à service complet, les ventes ont augmenté de 6 % et, dans les services spéciaux, de 5 %. Les recettes de la restauration non commerciale, quant à elles, sont estimées à 3 milliards de dollars, ce qui représente une croissance de 7 % par rapport à l'année précédente.
- En 2016, les hausses de prix de 2,0 % pour les aliments et de 1,3 % pour les boissons alcoolisées vendues au restaurant ont contribué à la bonne tenue des ventes dans ce secteur. En termes réels (sans l'effet des prix), les ventes des services alimentaires traduisent plutôt une hausse de 4,3 %.

TABLEAU 5 | VENTES DANS LA RESTAURATION AU QUÉBEC SELON LES TYPES D'ÉTABLISSEMENTS, 2015 ET 2016 (G\$)

| TYPES D'ÉTABLISSEMENTS | 2015 | 2016 | VARIATION 2016/2015 | VARIATION RÉELLE (EN VOLUME) |
|---|-------------|-------------|---------------------|------------------------------|
| TOTAL, SERVICES ALIMENTAIRES (HRI) | 13,9 | 15,0 | 8 % | 4,3 % |
| Restauration commerciale | 11,1 | 12,0 | 8 % | 5,8 % |
| Restaurants à service complet | 5,5 | 5,8 | 6 % | 4,5 % |
| Restaurants à service restreint | 4,3 | 4,7 | 9 % | 7,2 % |
| Services de restauration spéciaux | 0,8 | 0,9 | 5 % | 3,3 % |
| Débits de boissons alcoolisées | 0,6 | 0,6 | 12 % | 10,5 % |
| Restauration non commerciale | 2,8 | 3,0 | 7 % | 5,7 % |

Variation réelle : variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.

Sources : Statistique Canada, Restaurants Canada et fsSTRATEGY; compilation et estimations du MAPAQ.

- À l'échelle canadienne, la situation ressemble à celle du Québec avec de bons résultats dans tous les sous-secteurs et une restauration à service restreint qui se distingue avec une progression des ventes de 8 %.

¹³ Dans le présent document, le mot « restauration » fait référence aux services alimentaires. Le réseau des services alimentaires offre des services de restauration en hôtellerie et dans les marchés institutionnels privé et public (HRI) ainsi que de restauration commerciale et, donc, englobe la restauration commerciale et non commerciale.

**TABLEAU 6 | VENTES DANS LA RESTAURATION COMMERCIALE AU CANADA
SELON LES TYPES D'ÉTABLISSEMENTS, 2015 ET 2016 (G\$)**

| TYPES D'ÉTABLISSEMENTS | 2015 | 2016 | VARIATION 2016/2015 |
|-----------------------------------|------|------|---------------------|
| Restauration commerciale | 61,1 | 65,0 | 6 % |
| Restaurants à service complet | 26,6 | 28,2 | 6 % |
| Restaurants à service restreint | 26,9 | 28,9 | 8 % |
| Services de restauration spéciaux | 5,3 | 5,5 | 3 % |
| Débits de boissons alcoolisées | 2,3 | 2,4 | 6 % |

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 355-0006; compilation du MAPAQ.

- Finalement, la restauration se métamorphose avec un achalandage qui augmente dans les restaurants à service restreint, comme le montre le tableau suivant. Au cours des dix dernières années, ce type de restaurants a accru ses parts de marché dans la restauration commerciale.

TABLEAU 7 | PART RELATIVE DES SOUS-SECTEURS DE LA RESTAURATION COMMERCIALE EN MATIÈRE DE VENTES

| | QUÉBEC | | CANADA | |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2006 | 2016 | 2006 | 2016 |
| Restaurants à service complet | 52 % | 48 % | 45 % | 43 % |
| Restauration à service restreint | 31 % | 39 % | 41 % | 45 % |
| Services de restauration spéciaux | 8 % | 7 % | 8 % | 8 % |
| Débits de boissons (alcoolisées) | 9 % | 5 % | 6 % | 4 % |
| | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 355-0006; compilation du MAPAQ.

- Dans l'ensemble, le secteur des services alimentaires a connu de bons résultats avec une croissance marquée de son chiffre d'affaires. En outre, les débits de boissons, dont les ventes ont pris une tangente baissière vers 2006, ont vu celles-ci se redresser pour la première fois en 2016.
- L'emploi¹⁴ dans la restauration commerciale ne cesse de progresser depuis près de 20 ans. L'année 2016 n'est pas en reste avec des gains de plus de 7 100 emplois (+3 %) qui portent le nombre de ceux-ci à 218 515 et qui représentent 44 % des emplois directs dans l'industrie bioalimentaire. Cette croissance s'est appuyée sur les secteurs de la restauration à service complet et à service restreint (+5 395 emplois ou +3 %) ainsi que les services de restauration spéciaux (+1 868 emplois ou +16 %). Toutefois, dans les débits de boissons, la régression amorcée en 2010 se poursuit avec une baisse de 155 emplois (-1 %).
- Les investissements en immobilisations, plus modestes en 2016 que la moyenne des dernières années, se sont élevés à 234,2 millions de dollars, soit l'équivalent de 14 % des sommes investies dans l'industrie bioalimentaire la même année.

14 Les statistiques portant sur l'emploi sont disponibles uniquement pour la restauration commerciale.

3.2 L'INFLUENCE EXERCÉE PAR LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

Un ralentissement de la croissance des prix des aliments en 2016 : un contraste par rapport à 2014 et à 2015

- Pour le consommateur québécois, l'année 2015 a été exceptionnelle, puisque les prix à la consommation pour certains aliments ont monté en flèche, entre autres ceux des viandes de bœuf et de porc. Puis, au début de l'année 2016, les prix des fruits et des légumes ont bondi. Toutefois, globalement, l'année 2016 a montré une certaine accalmie puisque les prix des aliments ont progressé de 1,1 % par rapport à 3,5 % en 2015 et les prix des boissons alcoolisées, de 0,7 % comparativement à 3,0 % en 2015.
- Les prix des poissons, des fruits et des légumes frais ont contribué à la hausse durant la dernière année, et ce, pour les raisons suivantes :
 - En début d'année, les pays exportateurs de fruits et de légumes ont obtenu de faibles récoltes à la suite de conjonctures climatiques défavorables, ce qui a limité l'offre sur les marchés et fait gonfler les prix.
 - La faiblesse du huard par rapport à la devise américaine a contribué à augmenter le coût des importations, notamment de celles des fruits et des légumes.
 - La demande mondiale pour les poissons, toujours plus soutenue, combinée à la faiblesse de l'offre, a provoqué une flambée des cours des poissons.
- Les prix ayant reculé pour un bon nombre de produits alimentaires, ce repli a concouru à modérer la hausse globale (tableau 8). En ce qui concerne l'ensemble des biens et des services à la consommation (inflation), l'année 2016 a également été favorable pour les consommateurs avec une faible hausse de 0,7 % par rapport à 1,1 % en 2015.

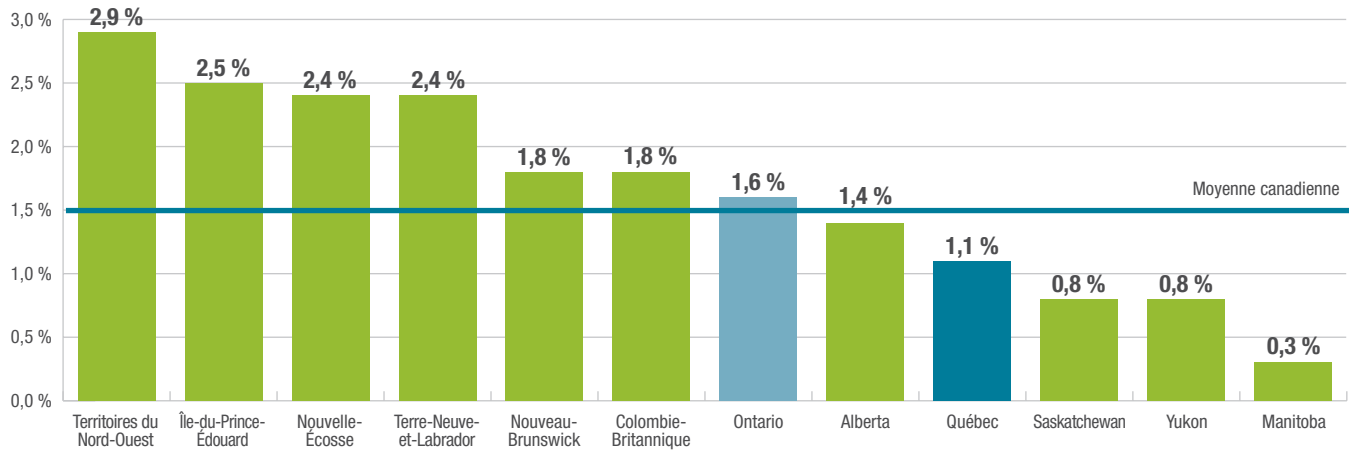
TABLEAU 8 | VARIATION DES PRIX À LA CONSOMMATION AU QUÉBEC EN 2015 ET EN 2016

| | 2015 | 2016 |
|---|---------------|--------------|
| INFLATION (ENSEMBLE DES BIENS ET DES SERVICES) | 1,1 % | 0,7 % |
| ALIMENTS | 3,5 % | 1,1 % |
| Aliments achetés en magasin | 3,8 % | 0,6 % |
| Viande | 8,5 % | - 0,4 % |
| ■ Bœuf | 15,7 % | - 1,8 % |
| ■ Porc | 5,8 % | - 2,0 % |
| Légumes frais | 5,3 % | 4,6 % |
| Fruits frais | 4,9 % | 4,3 % |
| Poissons | -0,2 % | 7,4 % |
| Produits laitiers et œufs | 0,8 % | - 1,2 % |
| Produits de boulangerie et céréaliers | 1,9 % | - 1,0 % |
| Aliments achetés au restaurant | 2,8 % | 2,0 % |
| BOISSONS ALCOOLISÉES | 3,0 % | 0,7 % |

Source : Statistique Canada, Indice des prix à la consommation (IPC), CANSIM, tableau 326-0020; compilation du MAPAQ.

- À l'échelle du pays, le Québec continue de faire bonne figure en vertu d'une croissance des prix des aliments qui demeure sous la moyenne canadienne depuis l'année 2013.

FIGURE 7 | CROISSANCE DES PRIX DES ALIMENTS À L'ÉCHELLE CANADIENNE EN 2016

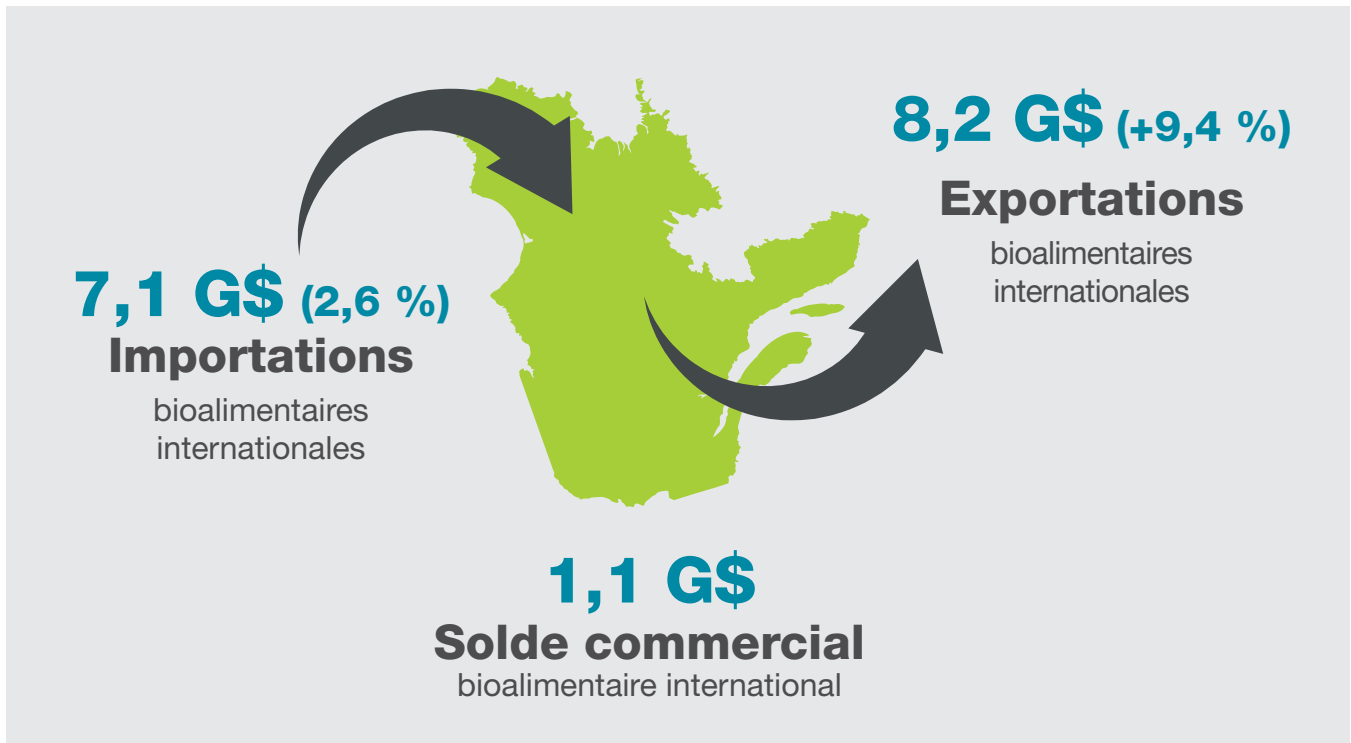


Source : Statistique Canada, IPC; compilation du MAPAQ.



4

L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX



Europe

Premier marché d'importation
pour le Québec

Fruits et légumes (22 %)

Principale importation bioalimentaire

71 %

Part des États-Unis dans les exportations
bioalimentaires du Québec

Viande porcine (12 %)

Principale exportation bioalimentaire

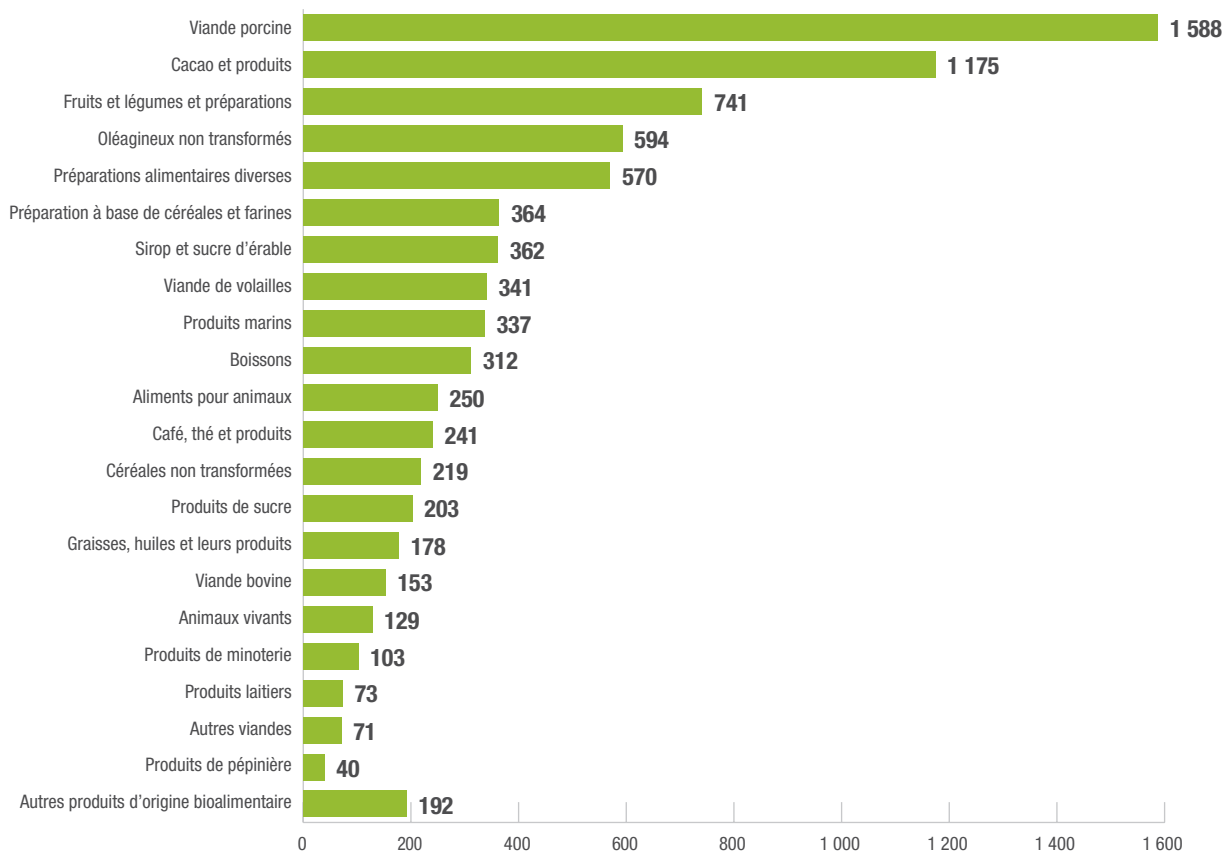
80 % Part des exportations du Québec en produits agricoles transformés

4.1 LES EXPORTATIONS

Les marchés extérieurs : des moteurs de croissance pour le secteur bioalimentaire du Québec

- En 2016, les exportations bioalimentaires internationales du Québec se chiffraient à 8,2 milliards de dollars et présentaient une croissance de 9,4 % par rapport à 2015, supérieure à celle de l'Ontario (7,7 %). De leur côté, l'ensemble des autres provinces canadiennes ont plutôt subi une baisse en 2016 (-1,2 %) due aux diminutions du prix des céréales sur les marchés d'exportation de la Saskatchewan et de l'Alberta, qui ont affecté à la baisse la valeur de leurs exportations.
- Cette croissance en 2016 s'ajoute à la tendance observée au cours des dix dernières années, où le secteur bioalimentaire du Québec a fait preuve d'un grand dynamisme au regard du commerce international en augmentant, presque chaque année, la valeur de ses exportations bioalimentaires. En effet, la croissance annuelle moyenne de la valeur de ces exportations entre 2007 et 2016 s'établit à 7,9 % et est plus élevée que celles de ses principaux concurrents, soit les États-Unis (7,4 %), l'Union européenne (7,2 %), l'Ontario ainsi que l'ensemble des autres provinces canadiennes (6,5 %).
- Cette forte progression des exportations en 2016 (711 millions de dollars) est attribuable à l'augmentation de la valeur du commerce de différents produits :
 - la viande porcine (175 millions de dollars ou 12,4 %);
 - les préparations de cacao (141 millions de dollars ou 13,7 %);
 - le café, le thé et leurs produits (84 millions de dollars ou 53,4 %);
 - les céréales non transformées, surtout le maïs (80 millions de dollars ou 58,0 %);
 - les boissons, essentiellement alcooliques (61 millions de dollars ou 24,4 %);
 - les produits marins (59 millions de dollars ou 21,2 %);
 - les préparations à base de céréales et de farines (57 millions de dollars ou 18,5 %);
 - les aliments pour animaux (39 millions de dollars ou 18,6 %);
 - le sirop et le sucre d'érable (23 millions de dollars ou 6,9 %).
- À l'opposé, certains groupes de produits ont enregistré une baisse de la valeur de leurs exportations en 2016. Il s'agit essentiellement des suivants :
 - les oléagineux non transformés (-26 millions de dollars ou -4,2 %);
 - les préparations alimentaires diverses (-15 millions de dollars ou -2,6 %);
 - les graisses, les huiles et leurs produits (-9 millions de dollars ou -5,0 %);
 - les produits du sucre (-10 millions de dollars ou -4,6 %).

FIGURE 8 | PRINCIPAUX PRODUITS BIOALIMENTAIRES EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC EN 2016 (M\$)



Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

Les États-Unis : toujours la principale destination de nos exportations en 2016

- En 2016, comme en 2015, la part des exportations bioalimentaires du Québec vers les États-Unis a été de 71 %, un pourcentage plus élevé qu'en 2013 (61 %). Il s'agit d'une proportion nettement plus élevée également qu'en 2012 (53 %), qui avait constitué un creux historique. Cette augmentation s'explique en grande partie par le déplacement vers le marché américain du commerce de la viande de porc destinée à la Russie, ce pays ayant décrété une interdiction des importations de viande contenant de la ractopamine en février 2013, puis un embargo sur le porc canadien en août 2014.
- Au cours de l'année 2016, la Chine (y compris Hong Kong) est apparue comme le deuxième marché en importance pour les exportations bioalimentaires internationales du Québec, avec une part relative de 7,2 % de nos exportations. Elle dépassait ainsi l'importance relative du Japon (5,9 %) et de l'Union européenne (5,8 %) pour une première fois.

Les exportations bioalimentaires du Québec : principalement des produits transformés

- En 2016, 20 % (1,6 milliard de dollars) de la valeur de nos exportations étaient composées de produits agricoles non transformés, tandis que 80 % (6,6 milliards de dollars) des produits exportés avaient subi à tout le moins un premier niveau de transformation.

4.2 LES IMPORTATIONS

- Pour l'année 2016, les importations se chiffrent à 7,1 milliards de dollars, ce qui représente une croissance de 2,6 % par rapport à 2015. Comme celle des exportations, la valeur des importations a aussi augmenté au fil des années, sa croissance annuelle moyenne de 7,4 % étant toutefois plus faible que dans le cas des exportations. À l'instar des années précédentes, les principaux produits importés par le Québec sont :
 - les fruits, les légumes et leurs préparations (1,5 milliard de dollars ou 21,5 %);
 - les boissons (20,7 %);
 - le cacao et ses préparations (11,6 %);
 - le sucre et les sucreries (8,9 %).
- Les premiers marchés d'importation pour le Québec sont l'Europe (28,3 %) et les États-Unis (21,2 %). Suit de loin le Brésil avec 8,1 % des importations totales.

TABLEAU 9 | PART (%) DES DIX PREMIERS PAYS (RÉGIONS) DANS LES EXPORTATIONS ET LES IMPORTATIONS QUÉBÉCOISES DE PRODUITS BIOALIMENTAIRES EN 2016

| RÉGIONS | EXPORTATIONS | RÉGIONS | IMPORTATIONS |
|--------------|--------------|-------------|--------------|
| LE MONDE | 100,0 | LE MONDE | 100,0 |
| États-Unis | 70,6 | UE (28) | 28,3 |
| Chine* | 7,2 | États-Unis | 21,2 |
| Japon | 5,9 | Brésil | 8,1 |
| UE (28) | 5,8 | Chine* | 3,6 |
| Mexique | 1,3 | Chili | 2,9 |
| Corée du Sud | 1,0 | Suisse | 2,6 |
| Australie | 0,8 | Guatemala | 2,1 |
| Norvège | 0,8 | Turquie | 2,1 |
| Philippines | 0,6 | Pérou | 1,9 |
| Iran | 0,5 | Indonésie | 1,6 |
| Autres pays | 5,5 | Autres pays | 25,7 |

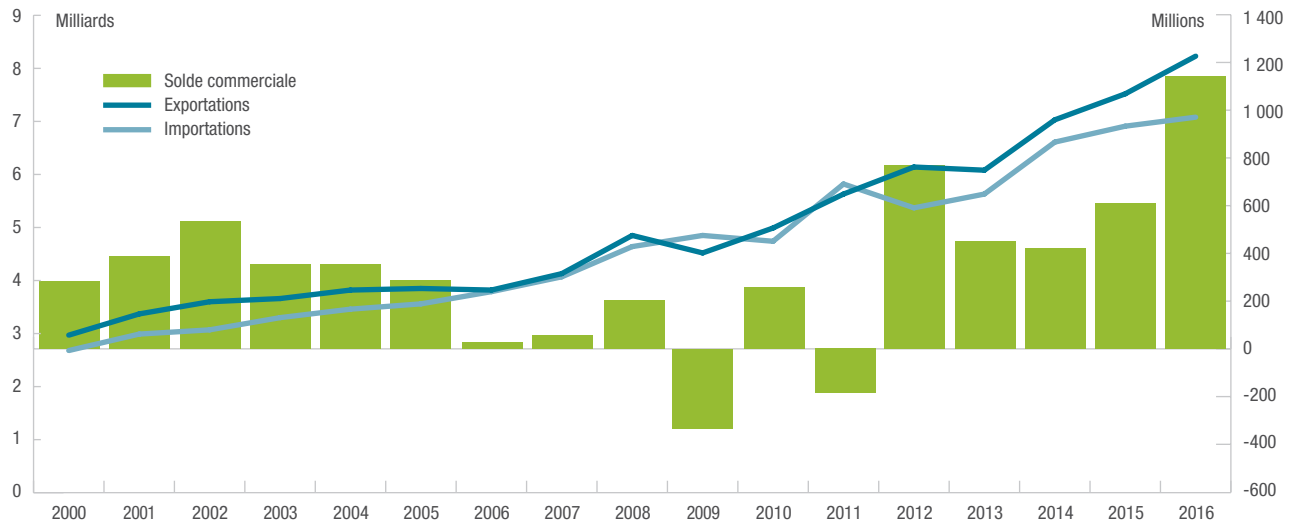
* Y compris Hong Kong.

Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

Un solde commercial bioalimentaire international du Québec positif pour une cinquième année consécutive

- En 2016, les exportations bioalimentaires internationales du Québec ont excédé les importations, entraînant un solde commercial positif de 1,1 milliard de dollars. L'importance de nos exportations vers les États-Unis compense le bilan négatif observé dans les échanges avec l'Union européenne et les « autres pays ».

FIGURE 10 | COMMERCE BIOALIMENTAIRE INTERNATIONAL DU QUÉBEC EN 2016 (G\$)






Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.

Baisse de la part des exportations vers le reste du Canada

- Au cours des dix dernières années, un changement de destination des ventes du secteur bioalimentaire s’est opéré, ce mouvement expliquant partiellement l’amélioration nette du solde commercial international douanier du Québec.
- En effet, alors qu’en 2006 la part des ventes finales¹⁵ des entreprises agricoles et de transformation destinée aux autres provinces se situait à 32 %, les marchés d’exportation internationaux ne représentaient que 24 % des débouchés. Dix ans plus tard, la part des ventes vers les autres provinces n’est plus que de 25 %, en diminution de 1 % depuis l’an dernier seulement.

FIGURE 11 | DESTINATION DES VENTES DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, EN 2006, 2013 ET 2015

| | 2006 | 2013 | 2015 |
|---|------|------|------|
|  | 44 % | 45 % | 44 % |
|  | 32 % | 26 % | 25 % |
|  | 24 % | 29 % | 31 % |

Des perspectives positives

- Exportation et Développement Canada (EDC) anticipe, dans ses prévisions, une stabilité dans la croissance des exportations agroalimentaires canadiennes, soit une augmentation de 3 % en 2017. Plus précisément pour les exportations du secteur des aliments transformés et des boissons, qui ont généré 80 % des exportations bioalimentaires du Québec en 2016, EDC prévoit une croissance de 7 % en 2017 à l’échelle canadienne par rapport à 8 % en 2016.
- En ce qui a trait aux produits de la mer, la prévision d’EDC révèle un fort ralentissement de la croissance des exportations, soit 1 % en 2017 en comparaison de 11 % en 2016, notamment en raison de l’abondance des stocks, qui devrait engendrer une diminution, bien que faible, des cours du homard.

15 Il s’agit des ventes finales effectuées par les entreprises de la production et de la transformation alimentaires dans les réseaux du commerce de détail et de la restauration au Québec ainsi que des ventes réalisées à l’extérieur du Québec.



5

LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS



66 066 (+3,7 %)

Emplois



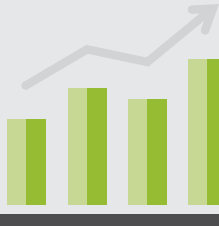
27,9 G\$ (+5,6 %)

**Livraisons
manufacturières**



7,3 G\$ (+3,9 %)

PIB



382 M\$ (-11 %)

Investissements

(provisoire 2016)



0,3 %

Croissance

des prix des aliments
vendus par les fabricants

1,3 %

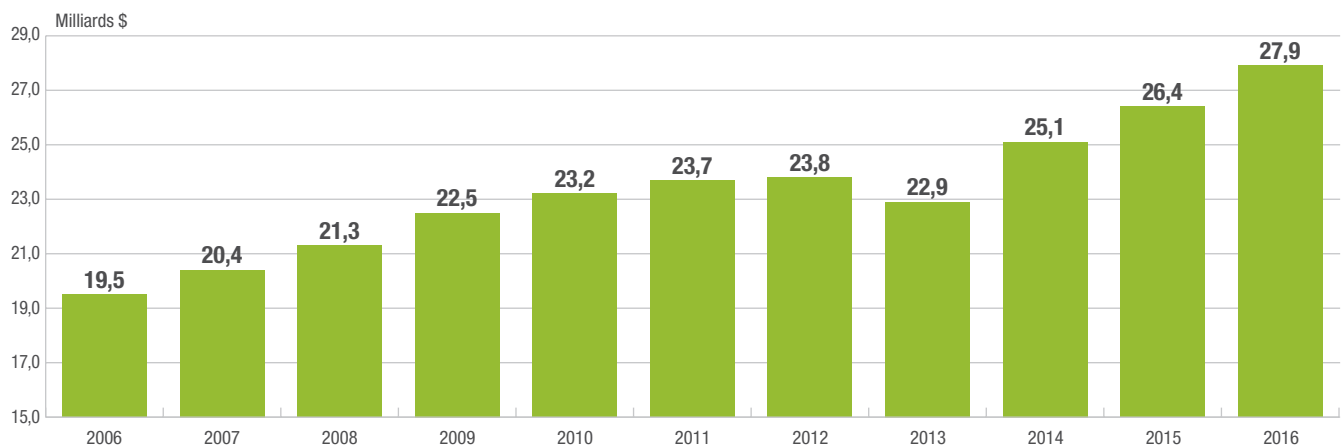
Croissance

des prix des boissons
vendues par les fabricants

Un regain du secteur manufacturier des aliments et des boissons du Québec

- La croissance économique du secteur de la transformation des aliments et des boissons, mesurée à partir de l'évolution du PIB réel, a connu une hausse en 2016, atteignant 3,9 %. Elle s'explique par l'augmentation simultanée des sous-secteurs des aliments (4,4 %) ainsi que des boissons et du tabac (2,1 %).
- Les répercussions sur l'emploi sont notables avec une croissance de près de 4 %. Le nombre d'emplois a ainsi augmenté de plus de 2 300 pour atteindre près de 66 100, un sommet depuis 2007. La contribution des deux grands sous-secteurs est partagée, avec des accroissements de 1 300 emplois pour les entreprises de transformation d'aliments et d'environ 1 000 emplois pour celles de fabrication de boissons et de tabac.
- Cette amélioration des retombées économiques du secteur de la transformation alimentaire au Québec est en fait le reflet de la forte activité de ce secteur. Les livraisons manufacturières des fabricants d'aliments et de boissons augmentent de manière accélérée depuis 3 ans, avec un taux moyen de 6,8 % (5,6 % en 2016). Cela est nettement supérieur aux données relatives à l'Ontario ou au reste du Canada, où la valeur de ces livraisons s'est accrue de 3,4 % et de 4,8 % respectivement. La valeur des livraisons au Québec s'est ainsi approchée des 28 milliards de dollars en 2016.
- La hausse de la valeur des exportations internationales de produits transformés est le principal facteur explicatif de la croissance annuelle moyenne de 12 % des livraisons observée pour les 3 dernières années (11 % en 2016) dans les entreprises du secteur de la transformation alimentaire.
- En comparaison, en Ontario et dans le reste du Canada, la valeur des exportations internationales de produits transformés s'est élevée respectivement de 8,5 % et de 9,5 % entre 2013 et 2016.

FIGURE 11 | ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES D'ALIMENTS ET DE BOISSONS AU QUÉBEC, DE 2006 À 2016



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 304-0015 et 301-0008; compilation du MAPAQ.

Une croissance dans cinq secteurs clés

- En 2016, quatre secteurs ont contribué fortement à cette bonne tenue de l'industrie de la transformation bioalimentaire avec une croissance des livraisons égalant ou dépassant 10 % :
 - la mouture de céréales et de graines oléagineuses les huiles végétales et les céréales de petit déjeuner (17 %);
 - la fabrication de produits de viande (11 %);
 - la fabrication d'autres aliments comme les aliments à grignoter ou le café (10 %);
 - la fabrication de sucre et de confiseries (10 %).

- Si on recule jusqu'en 2013, les secteurs de la mise en conserve de fruits et de légumes ainsi que de la fabrication de spécialités alimentaires (comme les aliments congelés) s'ajoutent. Le taux de croissance moyen annuel de la valeur des livraisons est de 11 % pour cette courte période.

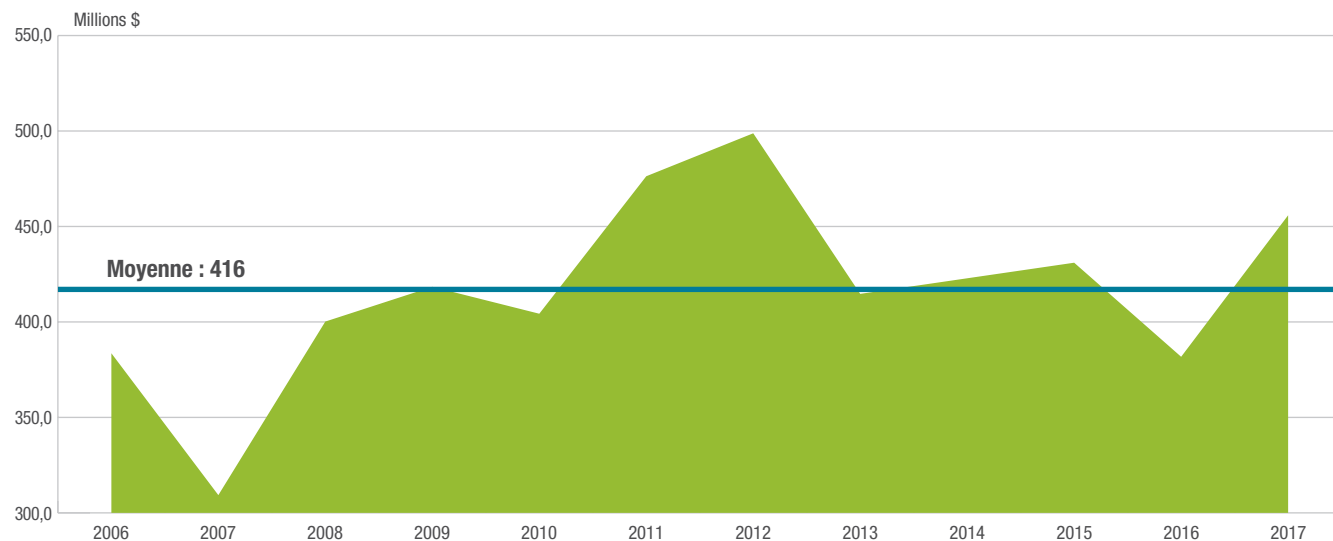
Une croissance stimulée par les exportations

- Bien que la montée de la demande alimentaire en 2016 de 5,0 % au Québec et de 4,5 % au Canada a stimulé la croissance, les exportations ont été le facteur le plus déterminant dans chacun de ces secteurs:
 - Dans la fabrication de produits de viande, en excluant la transformation de la volaille, la proportion des livraisons qui vont dans les exportations est passée de 40 % à 48 % entre 2011 et 2016.
 - Dans la fabrication de sucre et de confiseries, la part des exportations est passée d'environ 40 % en 2006 à une moyenne de près de 90 % ces dernières années.
 - Dans les secteurs de la mouture de céréales et de graines oléagineuses, de la mise en conserve de fruits et de légumes ainsi que de la fabrication de spécialités alimentaires, les valeurs des exportations ont crû de 53 % et de 29 % respectivement depuis 2013.

Des dépenses en immobilisations et en réparations qui varient d'une année à l'autre

- Les dépenses en immobilisations et en réparations se situaient autour de 416 millions de dollars en moyenne entre 2006 et 2017, avec un creux en 2007 et un sommet en 2012.
- Comme la valeur de ces dépenses varie passablement d'une année à l'autre, les fluctuations annuelles ne sont pas vraiment révélatrices de la tendance de fond dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons.
- Par contre, le cumul de ces dépenses a permis la mise en place des infrastructures sur lesquelles s'est développé le secteur de la fabrication des aliments et des boissons du Québec.

FIGURE 12 | ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS ET EN RÉPARATIONS DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS AU QUÉBEC, DE 2006 À 2017



Source : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations, adaptée par l'Institut de la statistique du Québec; compilation du MAPAQ.



6

LES PÊCHES ET L'AQUACULTURE

**VALEUR DES
DÉBARQUEMENTS**

259 M\$

87 %

Part des crustacés dans
la valeur des débarquements



**VALEUR DES
LIVRAISONS
MANUFACTURIÈRES**

493 M\$

414 M\$
Importations
internationales



325 M\$
Exportations
internationales



1 179
Exploitations



127 M\$
PIB
Transformation



5 200
Emplois
Pêche et transformation

Une autre baisse du volume des débarquements

- Le volume des débarquements de crustacés a diminué de plus de 7 % en 2016, poursuivant la tendance amorcée en 2014 (-11 % sur 3 ans). Depuis le sommet de 2013, la baisse est plus marquée pour la crevette nordique (-20 %), qui demeure le principal crustacé pêché.
- Cette réduction de l'offre a eu l'effet inverse sur les prix, qui se sont grandement accrus, encouragés par une demande qui semble se maintenir. Le taux d'augmentation du prix de la crevette nordique dépasse même 90 % depuis 2013, année d'un creux au regard des prix.

TABLEAU 10 | ÉVOLUTION DU VOLUME DES DÉBARQUEMENTS ET DES PRIX DES CRUSTACÉS AU QUÉBEC, DE 2012 À 2016 (TONNES/POIDS VIF) (\$/KG)

| CRUSTACÉS | 2012 | 2013 | 2014 | 2015* | 2016* | 2016/2015 |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Crabe des neiges (tonnes) | 13 528 | 15 889 | 15 961 | 14 767 | 14 538 | -2 % |
| Crevette nordique (tonnes) | 18 817 | 20 661 | 18 142 | 18 371 | 16 529 | -10 % |
| Homard d'Amérique (tonnes) | 4 043 | 4 285 | 5 441 | 5 900 | 5 182 | -12 % |
| TOTAL CRUSTACÉS | 36 388 | 40 835 | 39 545 | 39 038 | 36 249 | -7 % |
| Crabe des neiges (\$/kg) | 4,5 | 4,6 | 5,8 | 5,9 | 7 | 20 % |
| Crevette nordique (\$/kg) | 1,8 | 1,5 | 1,8 | 2,7 | 2,9 | 7 % |
| Homard d'Amérique (\$/kg) | 10,4 | 9,2 | 9,5 | 12,5 | 14,4 | 15 % |

* Données préliminaires.

Source : Ministère des Pêches et des Océans, région du Québec; compilation du MAPAQ.

La valeur des débarquements maritimes de 2016 poursuit sa progression

- En conséquence, la valeur des débarquements de crustacés a augmenté de 7 % en 2016 et de 57 % depuis 2013, la croissance des prix compensant les baisses du volume des débarquements. Les crustacés représentent 87 % de la valeur totale des débarquements, se répartissant comme suit :
 - crabe des neiges (39 %);
 - crevette nordique (19 %);
 - homard d'Amérique (29 %).
- Les valeurs des débarquements pour les poissons de fond, les mollusques et autres ont aussi augmenté en 2016. Seule la valeur des espèces pélagiques et de l'estuaire déchargées des bateaux a diminué.

TABLEAU 11 | ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES DÉBARQUEMENTS DES PÊCHES MARITIMES AU QUÉBEC, DE 2012 À 2016 (M\$)

| GROUPES D'ESPÈCES | 2012 | 2013 | 2014 | 2015* | 2016* | 2016/2015 |
|-------------------------------------|------|------|------|-------|-------|-----------|
| Crustacés | 139 | 144 | 179 | 211 | 226 | 7 % |
| Crabe des neiges | 61 | 73 | 92 | 102 | 102 | 18 % |
| Crevette nordique | 34 | 31 | 33 | 48 | 48 | -4 % |
| Homard d'Amérique | 42 | 39 | 52 | 75 | 75 | 1 % |
| Autres | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | 17 % |
| Poissons de fond | 13 | 11 | 15 | 16 | 18 | 12 % |
| Mollusques | 5 | 5 | 6 | 5 | 7 | 43 % |
| Espèces pélagiques et de l'estuaire | 4 | 4 | 4 | 4 | 3 | -5 % |
| Autres | 2 | 2 | 3 | 3 | 4 | 31 % |
| Total pêches maritimes | 163 | 166 | 207 | 239 | 259 | 8 % |

* Données préliminaires.

Source : Ministère des Pêches et des Océans, région du Québec; compilation du MAPAQ.

La transformation des poissons et des fruits de mer : une production pour l'exportation

- Les valeurs des débarquements dépendent en grande partie du marché de la transformation des poissons et des fruits de mer, à qui sont destinées près de 90 % de ces ventes¹⁶.
- En 2016, la valeur des livraisons des usines de transformation était estimée à 493 millions de dollars, ce qui équivalait à une augmentation de 3 % par rapport à 2015. Depuis 2012, la valeur des livraisons de cette industrie s'est accrue de plus de 60 %.
- Les ventes de l'industrie sont destinées, dans une proportion de 66 %, au marché de l'exportation internationale (325 millions de dollars), qui a pris de l'importance en 2016. Les 168 millions de dollars restants sont partagés entre les autres provinces (122 millions de dollars) et le marché québécois¹⁷ (46 millions de dollars). Au total, les marchés d'exportation (interprovincial et international) couvrent ainsi plus de 90 % de la valeur des livraisons de poissons et de fruits de mer transformés en 2016.

TABLEAU 12 | RÉPARTITION DES VENTES DE L'INDUSTRIE DE LA PRÉPARATION ET DU CONDITIONNEMENT DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER DU QUÉBEC ENTRE LES MARCHÉS INTERNATIONAL ET CANADIEN, DE 2012 À 2015

| | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2016/2015 |
|------------------------------|-----|------|------|------|------|------|-----------|
| EXPORTATIONS INTERNATIONALES | M\$ | 247 | 225 | 252 | 257 | 325 | 26 % |
| | % | 61 | 52 | 57 | 54 | 66 | |
| VENTES AU CANADA | M\$ | 160 | 204 | 190 | 223 | 168 | -25 % |
| | % | 39 | 48 | 43 | 46 | 34 | |
| LIVRAISONS TOTALES | M\$ | 407 | 429 | 442 | 480 | 493 | 3 % |

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ

16 « Les flux économiques de l'industrie des poissons et des fruits de mer au Québec en 2013 », *BioClips*, vol. 23, no 31, 10 novembre 2015. http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Bioclips/Bioclips2015/Volume_23_no31.pdf

17 Ibid. http://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Bioclips/Bioclips2015/Volume_23_no31.pdf



7

L'AGRICULTURE

**RECETTES
MONÉTAIRES
PROVENANT
DU MARCHÉ**

8,2 G\$

63 %

Part des productions animales
dans les recettes monétaires
provenant du marché



**RECETTES
MONÉTAIRES
AGRICOLES**

8,6 G\$

REVENU AGRICOLE NET

1,1 G\$



5 % Terres cultivables au Canada

15 % Part des recettes monétaires
canadiennes provenant du marché



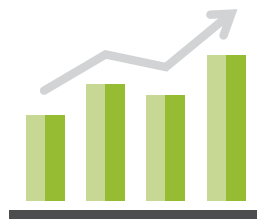
1,6 G\$

**Exportations
internationales**
des produits agricoles primaires

4 G\$ (4,4 %)
PIB agricole



28 000
**Exploitations
agricoles**



547 M\$
**Dépenses en
immobilisations agricoles**
(productions végétales
et productions animales)



56 508
Emplois agricoles

Les revenus agricoles croient en 2016 grâce à l'augmentation des volumes récoltés dans certaines cultures

- L'ampleur des volumes de maïs et de soya récoltés au cours des automnes de 2015 et de 2016 a mené à une augmentation importante de leurs quantités commercialisées en 2016. Il en a été de même pour la production acéricole, dont l'excellente récolte au printemps de 2016 a fracassé un record.
- Ces facteurs ont contribué à une augmentation de l'ordre de 300 millions de dollars des ventes agricoles dans l'ensemble des productions végétales, qui ont ainsi franchi la barre des 3 milliards de dollars pour une première fois au Québec.
- La valeur des recettes monétaires provenant du marché dans les productions animales a diminué de 100 millions de dollars en 2016 au Québec, en raison principalement du recul des prix aux éleveurs de porcs et de bovins. Cette conjoncture des prix s'explique par la relance de la production américaine de viandes rouges, après les sommets de prix records enregistrés en 2014. Dans l'ensemble, la valeur des ventes pour les productions animales a totalisé 5,2 milliards de dollars en 2016.
- Selon les estimations disponibles, les recettes monétaires agricoles provenant du marché ont ainsi atteint 8,2 milliards de dollars en 2016, soit 200 millions de plus qu'en 2015. L'augmentation des recettes monétaires provenant du marché dans les productions végétales a ainsi plus que compensé le recul observé dans les productions animales, en raison de prix moins favorables en 2016.

FIGURE 13 | RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES PROVENANT DU MARCHÉ AU QUÉBEC (M\$), DE 2011 À 2016

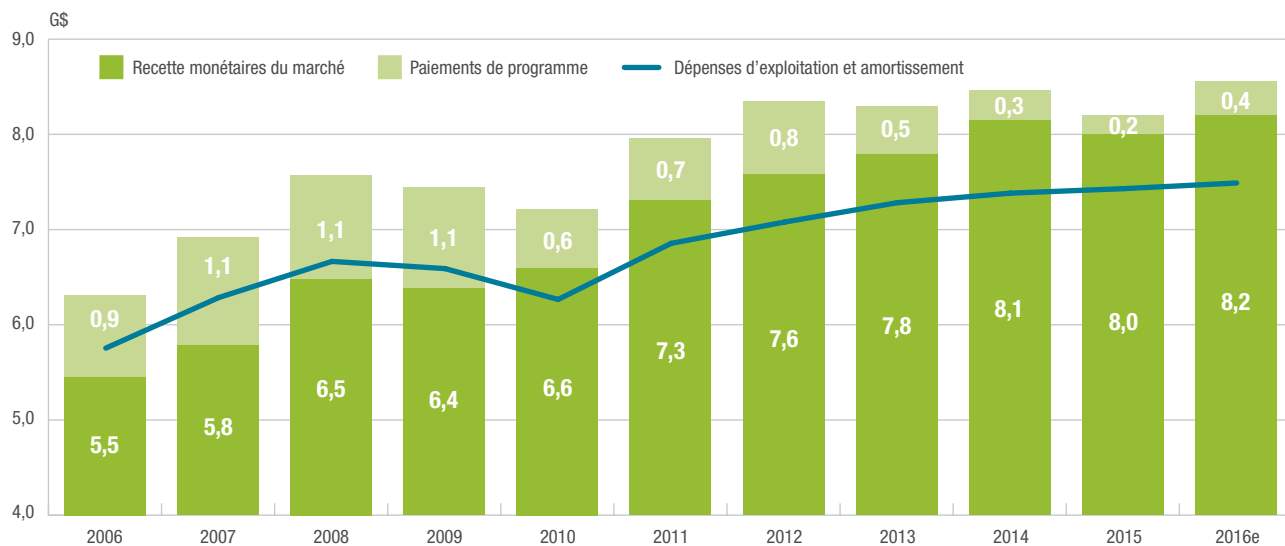


e : estimation.

Source : Statistique Canada; estimations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et du MAPAQ pour 2016; compilation du MAPAQ.

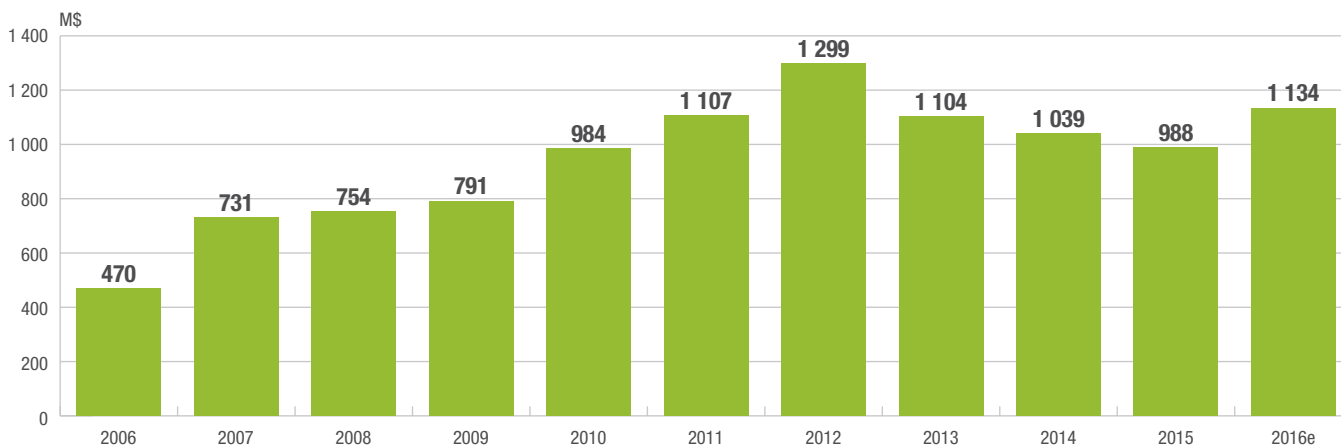
- Si l'on inclut les paiements de programmes gouvernementaux, les recettes monétaires agricoles totales s'élèvent à 8,6 milliards de dollars au Québec pour 2016 comparativement à 8,2 milliards l'année précédente.
- Parallèlement, les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles ont augmenté de moins de 1 % en 2016. En particulier, la baisse du coût d'intrants tels que le carburant, les engrais et l'alimentation des animaux a contribué à cette stabilité des dépenses. Puisque la croissance des dépenses a été presque nulle, la rentabilité des entreprises agricoles s'est, dans l'ensemble, améliorée au Québec. Par conséquent, le revenu monétaire net des producteurs agricoles québécois s'est relevé de plus de 300 millions de dollars en 2016, se chiffrant à 2,0 milliards de dollars. Compte tenu des dépenses au titre de l'amortissement et de la valeur de la variation des stocks, le revenu agricole net s'est élevé de 1,1 milliard de dollars pour 2016 comparativement à 988 millions de dollars pour 2015.

FIGURE 14 | REVENUS ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC



e : estimation.
 Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

FIGURE 15 | REVENU AGRICOLE NET AU QUÉBEC¹⁸

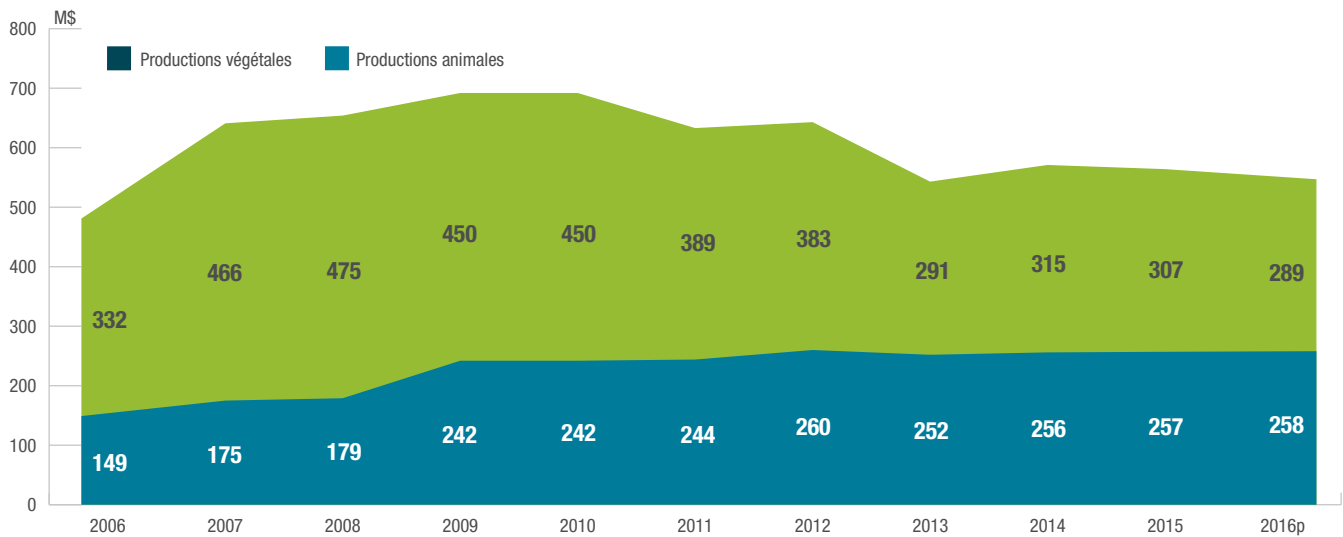


e : estimation.
 Source : Statistique Canada; estimations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) pour 2016; compilation du MAPAQ.

- Comme cela a été le cas au cours des dernières années, le PIB du secteur agricole a affiché, en 2016, une des meilleures croissances parmi les maillons de la filière bioalimentaire, soit près de 4,4 %. L'ampleur des récoltes dans certaines cultures et l'augmentation de la production dans le secteur laitier ont contribué à élever le PIB agricole à 4 milliards de dollars en 2016 au Québec.
- Ce sont principalement les productions végétales qui ont contribué à la croissance du PIB au cours des dernières années. Le contexte a été moins propice à l'expansion des secteurs d'élevage, en particulier au tournant des années 2010. Marquée par une flambée des coûts de l'alimentation animale, cette période s'est traduite par un repli des investissements dans le secteur de la production animale au Québec. Malgré la baisse des coûts de l'alimentation et l'atteinte d'un sommet pour ce qui est des prix payés aux éleveurs en 2014, les investissements sont donc demeurés plutôt stables depuis.

18 Après l'amortissement et la valeur de la variation des stocks.

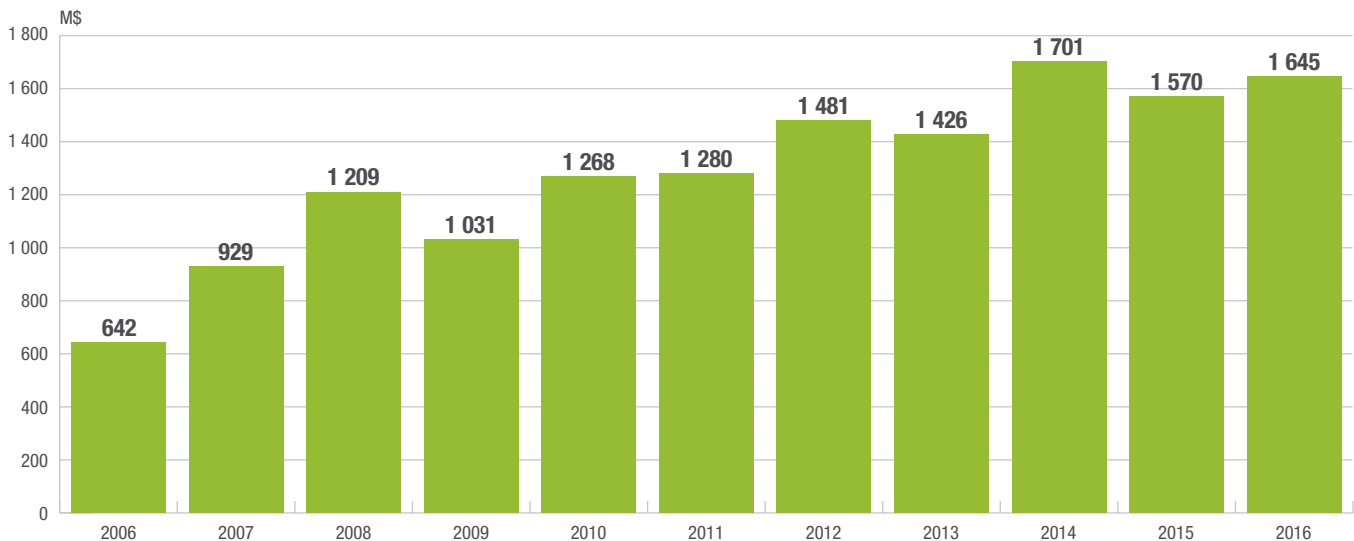
FIGURE 16 | ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR AGRICOLE AU QUÉBEC



* Données provisoires pour 2016.
Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

- Se chiffrant à 1,6 milliard de dollars, les exportations de produits agricoles non transformés représentent environ le cinquième des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec. Provenant majoritairement du secteur des cultures agricoles, elles ont plus que doublé au cours des dix dernières années, à la faveur notamment du relèvement structurel des prix des grains et des oléagineux. Plus récente, la croissance des exportations québécoises issues du secteur des légumes est également à souligner. Celles-ci sont passées de moins de 100 millions de dollars en 2012 à 220 millions de dollars en 2016.

FIGURE 17 | VALEUR DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC DE PRODUITS AGRICOLES NON TRANSFORMÉS, DE 2006 À 2016



Source : Global Trade Atlas; compilation du MAPAQ.



8

LA CONCLUSION D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE L'ANNÉE 2016-2017

Les accords commerciaux établissent un cadre pour les règles en matière de commerce des produits agricoles et alimentaires. À cet égard, la section qui suit présente les faits saillants de l'année 2016-2017.

Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne

Le texte de l'Accord économique et commercial global (AECG), liant le Canada et l'Union européenne, a été officiellement signé le 30 octobre 2016 à Bruxelles. Dès lors, le processus de ratification s'est enclenché au sein des deux parties. Le Parlement européen a approuvé la ratification de l'AECG lors d'une séance plénière le 15 février 2017. Au Canada, le projet de loi C-30, portant sur la mise en œuvre de l'AECG, a franchi l'étape de la deuxième lecture au Sénat le 7 mars 2017. L'entrée en vigueur de l'accord est prévue au milieu de l'année 2017, ce qui se traduira par l'élimination immédiate de 93,6 % des tarifs douaniers agricoles, ainsi que par la hausse de certains contingents tarifaire européens et canadiens. L'AECG prévoit un contingent tarifaire supplémentaire de fromage correspondant à 17 700 tonnes (16 000 tonnes de fromage de spécialité et 1 700 tonnes de fromage industriel). L'entrée sur le marché canadien de ces quantités additionnelles de fromage sera échelonnée sur une période de six ans.

L'Ukraine

Le 14 juillet 2015, les gouvernements canadien et ukrainien ont annoncé qu'ils avaient conclu leurs négociations relatives à l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine (ALECU), lequel a ensuite été signé officiellement le 11 juillet 2016 à Kiev. Au Canada, le processus de ratification s'est amorcé le 3 novembre 2016 par le dépôt du projet de loi C-31, portant sur la mise en œuvre de l'ALECU. Ce projet de loi a franchi l'étape de la deuxième lecture au Sénat le 7 mars 2017. En Ukraine, l'ALECU a été ratifié par le Parlement en mars 2017.

Conformément aux dispositions de l'ALECU, l'Ukraine éliminera, dès l'entrée en vigueur de celui-ci, la plupart de ses tarifs douaniers agricoles et tous ses tarifs sur les poissons et les fruits de mer, alors que le Canada fera bénéficier l'Ukraine d'un accès en franchise de droits sur 99,9 % de ses lignes tarifaires agricoles.

Au Canada, aucun contingent d'importation des produits sous gestion de l'offre n'a été augmenté. En conséquence, le système de gestion de l'offre et ses trois principaux piliers (contrôle de la production, contrôle des importations et contrôle des prix) demeurent intacts.

8.1 LES NÉGOCIATIONS EN COURS

L'Accord de libre-échange canadien

Au sein même du Canada, les provinces et les territoires ainsi que le gouvernement fédéral ont décidé d'entreprendre un renouvellement en profondeur de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), en vigueur depuis 1995. L'objectif visé était d'aplanir les obstacles au commerce intérieur. Le 22 juillet 2016, les premiers ministres des provinces et des territoires ont annoncé être parvenus à une entente de principe.

Les premiers ministres se sont également entendus sur l'inclusion d'une exception générale visant à préserver les mécanismes de la gestion de l'offre et de la mise en marché collective.

Le 7 avril 2017, à Toronto, la conclusion des travaux relatifs à l'Accord de libre-échange canadien (ALEC) a été officiellement annoncée. Le texte de cet accord a alors été rendu public. L'ALEC entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

Les autres accords

Au cours des dernières années, le gouvernement canadien a entamé des négociations visant à conclure ou à moderniser des accords de libre-échange avec l'Inde, le marché commun des Caraïbes (CARICOM), le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, le Maroc, la République dominicaine et le Costa Rica. Ces négociations n'ont pas significativement progressé au cours de la dernière année.

8.2 LES ACTIVITÉS EXPLORATOIRES

La Chine

Le 22 septembre 2016, le Canada et la République populaire de Chine ont annoncé le lancement de discussions exploratoires en vue d'un possible accord de libre-échange, avec l'objectif de doubler les échanges d'ici 2025. L'annonce a été faite conjointement par le premier ministre canadien, M. Justin Trudeau, et le premier ministre chinois, M. Li Keqiang, alors en visite officielle au Canada.

La première série de discussions en personne a eu lieu entre le 20 et le 24 février 2017 à Beijing. Ces discussions ont permis aux deux parties d'échanger des informations quant à la réglementation en vigueur dans chacun des pays et d'étudier les paramètres d'un possible accord de libre-échange Canada-Chine.

Le 4 mars 2017, le gouvernement du Canada a lancé des consultations publiques sur un possible accord de libre-échange (ALE) avec la Chine. Les consultations sont ouvertes jusqu'au 2 juin 2017.

En 2016, la Chine a, pour la première fois, dépassé le Japon et est devenue le deuxième marché d'exportation pour les produits bioalimentaires du Québec avec 564 millions de dollars et une augmentation de 390 % par rapport à 2010. Les exportations de produits bioalimentaires comptent pour 8,5 % des exportations totales du Québec vers ce pays et 8,0 % des exportations totales de produits bioalimentaires canadiens vers la Chine.

8.3 LA POLITIQUE AMÉRICAINE

L'Accord de libre-échange nord-américain

Le 22 janvier 2017, le président des États-Unis, Donald Trump, a confirmé sa volonté de renégocier les dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) afin « d'obtenir de meilleures conditions pour les États-Unis ». Le 2 février 2017, il a également confirmé que le secrétaire au Commerce, M. Wilbur Ross, mènera les travaux de renégociation. En cas d'impasse, les États-Unis pourraient se retirer de l'ALENA à la suite d'un préavis écrit de six mois.

En vigueur depuis le 1^{er} janvier 1994, l'ALENA a succédé à l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis (ALE), lequel était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1989. Dans l'éventualité d'un retrait des États-Unis de l'ALENA, le Canada et les États-Unis resteraient liés par l'ALE, qui n'a pas été abrogé en 1994.

Pour amorcer le processus de renégociation des dispositions de l'ALENA, l'Administration américaine doit préalablement signifier son intention à cet égard en faisant parvenir au Congrès un préavis écrit de 90 jours. L'ALENA et l'ALE comportent un chapitre distinct portant sur l'agriculture qui, pour le Canada et les États-Unis, établit notamment :

- l'élimination des tarifs douaniers sur la presque totalité des produits;
- les contingents tarifaires pour l'importation des produits sous gestion de l'offre;
- l'harmonisation ou l'équivalence des exigences d'inspection.

SUITE DU TABLEAU À LA PAGE SUIVANTE ►

Des documents américains ont fait état de certaines priorités qu'adopterait l'Administration américaine à l'égard du secteur bioalimentaire, dans le contexte d'une éventuelle renégociation de l'ALENA. L'une de ces priorités viserait l'élimination ou la réduction des barrières relatives aux exportations agricoles américaines.

Rappelons que l'accès au marché canadien pour les produits sous gestion de l'offre (lait, volailles, œufs) est soumis à des contingents tarifaires, lesquels sont essentiels pour limiter les importations à un certain pourcentage de la production ou de la consommation au pays. Au-delà de ces limites, des tarifs élevés (entre 200 et 300 %) s'appliquent.

Outre la réouverture de l'ALENA, l'imposition aux entreprises américaines d'une taxe dite « d'ajustement fiscal à la frontière » est également envisagée par le Congrès. Il s'agirait d'une mesure fiscale. Cette taxe pourrait avoir des répercussions négatives sur nos exportations bioalimentaires vers les États-Unis.

Le Partenariat transpacifique

Le 23 janvier 2017, le président Trump a officialisé le retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique (PTP). Les dispositions de cet accord stipulent que celui-ci doit être ratifié par au moins 6 pays représentant 85 % du PIB de la zone. Or, sans la participation des États-Unis, ce seuil est inatteignable. Toutefois, des discussions sont présentement en cours entre les Parties pour relancer l'accord entre 11 partenaires.

Rappelons que les douze pays membres du PTP ont officiellement signé cet accord le 4 février 2016. Le PTP prévoyait des réductions tarifaires importantes pour les produits bioalimentaires canadiens dès son entrée en vigueur. La mise en œuvre du PTP impliquait également un accès supplémentaire au marché canadien pour tous les produits sous gestion de l'offre en provenance des autres pays membres de l'accord.

8.4 LES LITIGES

La mesure autorisant la vente de vins locaux dans les épiceries de la Colombie-Britannique

Le 18 janvier 2017, les États-Unis ont déposé une plainte (demande d'ouverture de consultations) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre le Canada, au sujet des mesures régulant la vente de vins en épicerie. Cette plainte vise plus particulièrement la Colombie-Britannique, qui autorise, depuis le printemps 2015, ses vigneronns à vendre leurs produits dans les épiceries de la province, où seuls sont offerts les vins locaux. Les États-Unis jugent cette mesure incompatible avec les obligations du Canada à l'égard des accords de l'OMC. La mesure introduirait une discrimination pour les produits américains en établissant des conditions de vente différentes.

ANNEXES

FIGURE 18 | FLUX ÉCONOMIQUES DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC EN 2015 (K\$)

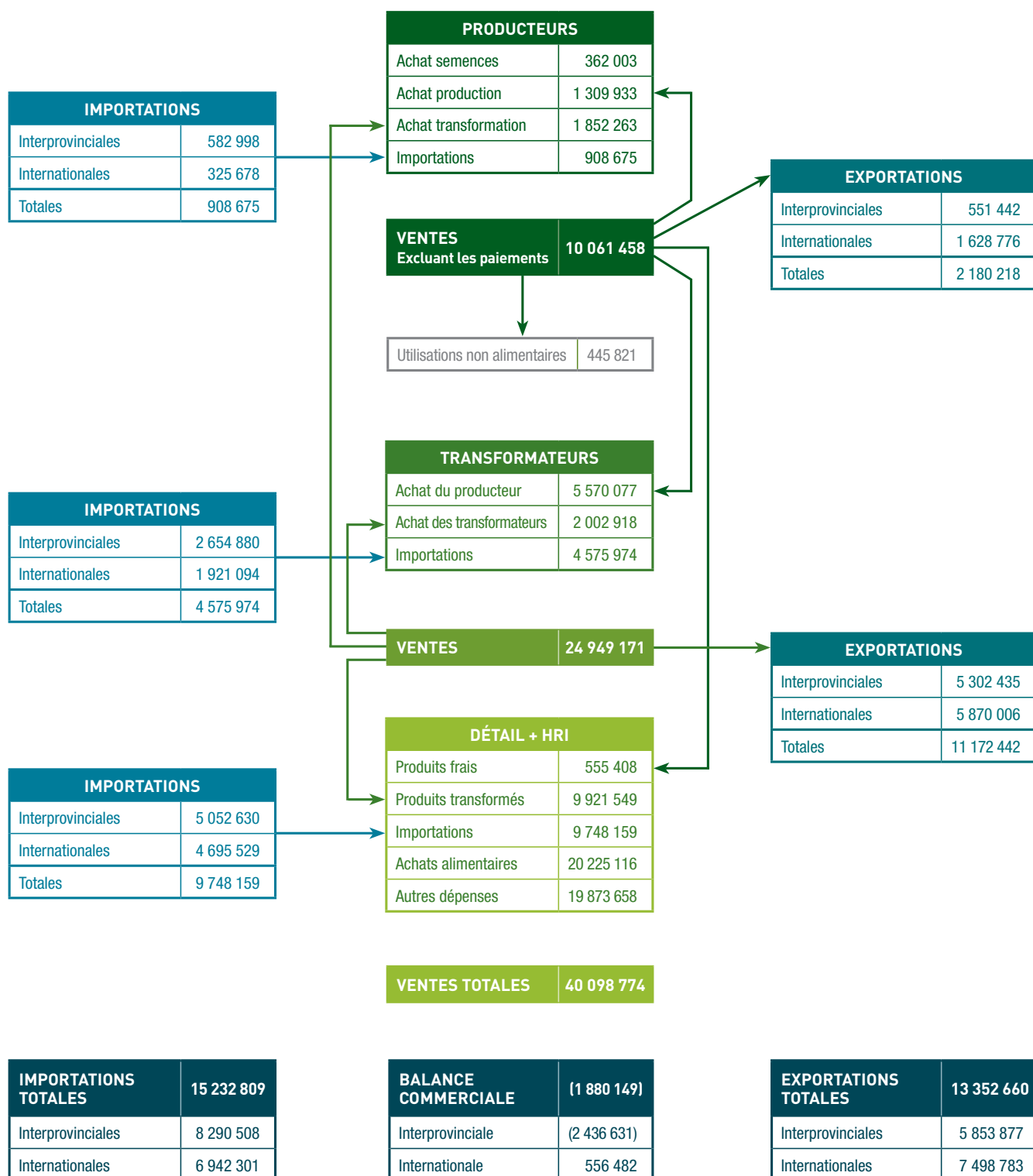


TABLEAU 14 | PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, EN 2015 ET 2016

| PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DE BASE (M\$) | 2015 | 2016 | VARIATION (%) 2016/2015 |
|---|-------------|-------------|------------------------------------|
| Agriculture et pêches | 3 823 | 3 992 | 4,4 % |
| Fabrication des aliments, boissons et tabac | 7 062 | 7 335 | 3,9 % |
| Commerce de gros (agricole, alimentaire, boissons et tabac) | 3 009 | 3 119 | 3,6 % |
| Magasins d'alimentation | 3 245 | 3 232 | -0,4 % |
| Services de restauration et débits de boissons | 4 887 | 5 180 | 6,0 % |
| Total bioalimentaire | 23 376 | 24 455 | 4,6 % |
| Industries manufacturières | 44 763 | 44 586 | -0,4 % |
| Ensemble de l'économie | 313 676 | 319 012 | 1,7 % |
| EMPLOIS | 2015 | 2016 | VARIATION (%) 2016/2015 |
| Pêches et aquaculture | 3 647 | 3 656 | 0,2 % |
| Agriculture | 54 400 | 56 500 | 3,9 % |
| Fabrication des aliments, boissons et tabac | 63 732 | 66 066 | 3,7 % |
| Commerce de gros (agricole, alimentaire, boissons et tabac) | 27 673 | 28 326 | 2,4 % |
| Magasins d'alimentation | 127 368 | 125 068 | -1,8 % |
| Restauration commerciale | 211 408 | 218 515 | 3,4 % |
| Total bioalimentaire | 488 228 | 498 131 | 2,0 % |
| Ensemble de l'économie | 4 097 000 | 4 133 100 | 0,9 % |
| IMMOBILISATIONS (M\$) | 2015 | 2016 | VARIATION (%) 2016/2015 |
| Agriculture et pêches | 564 | 547 | -3,0 % |
| Fabrication des aliments | 351 | 299 | -14,8 % |
| Magasins d'alimentation | 288 | 197 | -31,6 % |
| Commerce de gros | 158 | 191 | 20,9 % |
| Restauration commerciale | 371 | 234 | -36,9 % |
| Total immobilisations bioalimentaires | 1 890 | 1 620 | -14,3 % |
| Ensemble de l'économie | 34 602 | 36 565 | 5,7 % |
| INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ | 2015 | 2016 | VARIATION (%) 2016/2015 |
| Recettes monétaires agricoles totales (M\$) | 8 196,6 | 8 552,6 | 4,3 % |
| Livraisons manufacturières des aliments (M\$) | 22 434,8 | 23 624,4 | 5,3 % |
| Livraisons manufacturières des boissons et du tabac (M\$) | 3 980,9 | 4 273,6 | 7,4 % |
| Demande alimentaire intérieure (G\$) | 40,2 | 42,4 | 5,5 % |
| Ventes alimentaires au détail et circuits alternatifs (G\$) | 26,3 | 27,4 | 4,2 % |
| Ventes des services alimentaires (HRI) (G\$) | 13,9 | 15,0 | 7,9 % |
| Exportations internationales de produits alimentaires (M\$) | 7 524,6 | 8 235,6 | 9,4 % |
| Importations internationales de produits alimentaires (M\$) | 6 913,7 | 7 090,0 | 2,6 % |

TABLEAU 14 | PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, EN 2015 ET 2016 (SUITE)

| CROISSANCE DES PRIX À LA CONSOMMATION (%) | 2015 | 2016 | VARIATION (%) 2016/2015 |
|---|-------------|-------------|------------------------------------|
| Aliments | 3,5% | 1,1% | s.o. |
| Aliments achetés en magasin | 3,8% | 0,6% | s.o. |
| Aliments achetés au restaurant | 2,8% | 2,0% | s.o. |
| Boissons alcoolisées | 3,0% | 0,7% | s.o. |
| Boissons alcoolisées achetées en magasin | 3,3% | 0,5% | s.o. |
| Boissons alcoolisées dans les établissements avec permis d'alcool | 1,7% | 1,3% | s.o. |
| Ensemble des biens et services (Inflation) | 1,1% | 0,7% | s.o. |
| AUTRES | 2015 | 2016 | VARIATION (%) 2016/2015 |
| Revenu agricole net comptant (M\$) | 1 656,5 | 1 976,0 | 19,3 % |
| Revenu agricole net réalisé (M\$) | 784,8 | 1 080,7 | 37,7 % |
| Revenu net total des exploitations agricoles (M\$) | 987,7 | 1 133,7 | 14,8 % |
| Population totale ('000) | 8 259,5 | 8 326,1 | 0,8 % |
| Population active ('000) | 4 434,2 | 4 448,3 | 0,3 % |
| Taux de chômage (%) | 7,6 | 7,1 | -6,6 % |
| Taux d'emploi (%) | 59,9 | 60,0 | 0,2 % |
| Taux de change (\$Ca/\$US) | 78,20 | 75,44 | -3,5 % |
| Taux officiel d'escompte (%) | 0,88 | 0,75 | -14,8 % |

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec; estimations et compilation du MAPAQ.

TABLEAU 15 | RECETTES, DÉPENSES ET REVENU NET AGRICOLES AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET AU CANADA, DE 2014 À 2016 (M\$)

| QUÉBEC | 2014 | 2015 | 2016 | VARIATION (%) 2015/2014 | VARIATION (%) 2016/2015 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|----------------------------|----------------------------|
| Cultures, total | 2 638,6 | 2 712,6 | 3 012,8 | 2,8 | 11,1 |
| Bétail, total | 5 509,0 | 5 282,7 | 5 182,4 | -4,1 | -1,9 |
| Recettes monétaires de marché | 8 147,6 | 7 995,3 | 8 195,2 | -1,9 | 2,5 |
| Paiements directs | 321,1 | 201,4 | 357,4 | -37,3 | 77,5 |
| RECETTES MONÉTAIRES (TOTAL) | 8 468,6 | 8 196,6 | 8 552,6 | -3,2 | 4,3 |
| Moins les dépenses d'exploitation après remises | 6 510,4 | 6 540,2 | 6 576,6 | 0,5 | 0,6 |
| REVENU NET COMPTANT | 1 958,2 | 1 656,5 | 1 976,0 | -15,4 | 19,3 |
| Plus le revenu en nature | 13,2 | 14,0 | n.d. | 6,1 | s.o. |
| Moins les frais d'amortissement | 868,1 | 885,6 | n.d. | 2,0 | s.o. |
| REVENU NET RÉALISÉ | 1 103,4 | 784,8 | 1 080,7 | -28,9 | 37,7 |
| Plus la valeur de la variation des stocks | -64,2 | 202,9 | 53,0 | s.o. | s.o. |
| REVENU NET TOTAL | 1 039,1 | 987,7 | 1 133,7 | -4,9 | 14,8 |
| ONTARIO | 2014 | 2015 | 2016 | VARIATION (%) 2015/2014 | VARIATION (%) 2016/2015 |
| Cultures, total | 6 227,5 | 6 286,9 | 6 279,6 | 1,0 | -0,1 |
| Bétail, total | 6 216,5 | 6 158,3 | 6 016,1 | -0,9 | -2,3 |
| Recettes monétaires de marché | 12 444,0 | 12 445,2 | 12 295,7 | 0,0 | -1,2 |
| Paiements directs | 277,0 | 306,3 | 414,2 | 10,5 | 35,2 |
| RECETTES MONÉTAIRES (TOTAL) | 12 721,1 | 12 751,5 | 12 709,9 | 0,2 | -0,3 |
| Moins les dépenses d'exploitation après remises | 10 050,9 | 10 289,9 | 10 313,5 | 2,4 | 0,2 |
| REVENU NET COMPTANT | 2 670,2 | 2 461,6 | 2 396,3 | -7,8 | -2,7 |
| Plus le revenu en nature | 12,1 | 12,9 | n.d. | 6,4 | s.o. |
| Moins les frais d'amortissement | 1 410,1 | 1 470,2 | n.d. | 4,3 | s.o. |
| REVENU NET RÉALISÉ | 1 272,2 | 1 004,3 | 899,6 | -21,1 | -10,4 |
| Plus la valeur de la variation des stocks | -76,4 | 200,4 | 3,5 | s.o. | s.o. |
| REVENU NET TOTAL | 1 195,8 | 1 204,6 | 903,1 | 0,7 | -25,0 |
| CANADA | 2014 | 2015 | 2016 | VARIATION (%) 2015/2014 | VARIATION (%) 2016/2015 |
| Cultures, total | 30 115,5 | 31 946,7 | 32 577,5 | 6,1 | 2,0 |
| Bétail, total | 25 689,6 | 25 692,8 | 23 871,1 | 0,0 | -7,1 |
| Recettes monétaires de marché | 55 805,0 | 57 639,5 | 56 448,5 | 3,3 | -2,1 |
| Paiements directs | 2 100,0 | 2 126,1 | 2 630,7 | 1,2 | 23,7 |
| RECETTES MONÉTAIRES (TOTAL) | 57 905,0 | 59 765,5 | 59 079,2 | 3,2 | -1,1 |
| Moins les dépenses d'exploitation après remises | 43 899,1 | 44 612,5 | 44 245,3 | 1,6 | -0,8 |
| REVENU NET COMPTANT | 14 005,9 | 15 153,0 | 14 834,0 | 8,2 | -2,1 |
| Plus le revenu en nature | 57,2 | 61,9 | n.d. | 8,2 | s.o. |
| Moins les frais d'amortissement | 6 594,6 | 6 946,8 | n.d. | 5,3 | s.o. |
| REVENU NET RÉALISÉ | 7 468,5 | 8 268,1 | 7 715,6 | 10,7 | -6,7 |
| Plus la valeur de la variation des stocks | -2 658,9 | 3,7 | 2 178,5 | s.o. | s.o. |
| REVENU NET TOTAL | 4 809,6 | 8 271,8 | 9 894,1 | 72,0 | 19,6 |

Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, estimation pour 2016 (février 2017), et compilation du MAPAQ.

TABLEAU 16 | VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE L'INDUSTRIE DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DU TABAC AU QUÉBEC, EN 2015 ET 2016 (K\$)

| CODE SCIAN | SECTEUR | 2015 | 2016 | 2016/2015 (%) |
|--------------|---|-------------------|-------------------|---------------|
| 311 | Fabrication d'aliments | 22 434 831 | 23 624 378 | 5,3 % |
| 31111 | Fabrication d'aliments pour animaux | 2 261 403 | 2 027 106 | -10,4 % |
| 3112 | Mouture de céréales et de graines oléagineuses | 1 026 645 | 1 204 351 | 17,3 % |
| 3113 | Fabrication de sucre et de confiseries | 1 356 844 | 1 487 725 | 9,6 % |
| 3114 | Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires | 1 924 545 | 2 049 748 | 6,5 % |
| 3115 | Fabrication de produits laitiers | 5 358 419 | 5 442 175 | 1,6 % |
| 3116 | Fabrication de produits de viande | 5 576 212 | 6 199 369 | 11,2 % |
| 3117 | Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer | 480 358 | 492 510 | 2,5 % |
| 3118 | Boulangeries et fabrication de tortillas | 1 887 381 | 1 898 404 | 0,6 % |
| 3119 | Fabrication d'autres aliments | 2 563 024 | 2 822 990 | 10,1 % |
| 312 | Fabrication de boissons et de produits du tabac | 3 980 944 | 4 273 585 | 7,4 % |
| | GRAND TOTAL, ALIMENTS, BOISSONS & TABAC | 26 415 775 | 27 897 963 | 5,6 % |

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec; estimations et compilation du MAPAQ.

**TABLEAU 17 | EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC
PAR GROUPE DE PRODUITS EN 2015 ET 2016 (M\$)**

| PRODUITS | VALEUR EN 2015 | VALEUR EN 2016 | VARIATION 2016/2015 (%) | PARTS EN 2016 (%) |
|---|----------------|----------------|----------------------------|----------------------|
| Viande porcine | 1 412,2 | 1 587,5 | 12,4% | 19,3 % |
| Cacao et ses produits | 1 033,1 | 1 174,5 | 13,7% | 14,3 % |
| Fruits et légumes et préparations | 738,0 | 740,8 | 0,4% | 9,0 % |
| Oléagineux non transformés | 620,2 | 594,4 | -4,2% | 7,2 % |
| Préparations alimentaires diverses | 584,8 | 569,9 | -2,6% | 6,9 % |
| Préparation à base de céréales et farines | 307,4 | 364,1 | 18,5% | 4,4 % |
| Sirop et sucre d'érable | 339,0 | 362,3 | 6,9% | 4,4 % |
| Viande de volailles | 333,4 | 340,8 | 2,2% | 4,1 % |
| Produits marins | 277,9 | 336,9 | 21,2% | 4,1 % |
| Boissons | 250,9 | 312,0 | 24,4% | 3,8 % |
| Aliments pour animaux | 210,7 | 250,0 | 18,6% | 3,0 % |
| Café, thé et produits | 157,1 | 240,9 | 53,4% | 2,9 % |
| Céréales non transformées | 138,5 | 218,8 | 58,0% | 2,7 % |
| Produits de sucre | 213,2 | 203,3 | -4,6% | 2,5 % |
| Graisses, huiles et leurs produits | 187,8 | 178,4 | -5,0% | 2,2 % |
| Viande bovine | 127,6 | 152,6 | 19,6% | 1,9 % |
| Animaux vivants | 155,2 | 128,6 | -17,2% | 1,6 % |
| Produits de minoterie | 105,6 | 103,3 | -2,2% | 1,3 % |
| Produits laitiers | 78,9 | 73,2 | -7,2% | 0,9 % |
| Autres viandes | 60,9 | 71,5 | 17,4% | 0,9 % |
| Produits de pépinière | 37,6 | 39,7 | 5,4% | 0,5 % |
| Autres produits d'origine bioalimentaire | 154,7 | 192,2 | 24,3% | 2,3 % |
| TOTAL BIOALIMENTAIRE | 7 524,6 | 8 235,6 | 9,4% | 100,0 % |

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec; estimations et compilation du MAPAQ.

**TABLEAU 18 | IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC
PAR GROUPE DE PRODUITS EN 2015 ET 2016 (M\$)**

| PRODUITS | VALEUR EN 2015 | VALEUR EN 2016 | VARIATION 2016/2015 (%) | PARTS EN 2016 (%) |
|---|----------------|----------------|----------------------------|----------------------|
| Fruits, légumes et préparations | 1 518,1 | 1 522,3 | 0,3% | 21,5 % |
| Boissons, liquides alcooliques et vinaigres | 1 496,5 | 1 470,4 | -1,7% | 20,7 % |
| Cacao et ses produits | 731,0 | 825,1 | 12,9% | 11,6 % |
| Sucres et sucreries | 461,6 | 631,7 | 36,9% | 8,9 % |
| Produits marins | 440,8 | 444,0 | 0,7% | 6,3 % |
| Café, thé, maté et épices | 318,2 | 377,9 | 18,7% | 5,3 % |
| Préparation à base de céréales et de farine | 294,4 | 294,8 | 0,2% | 4,2 % |
| Produits laitiers, œufs et miel | 249,3 | 264,5 | 6,1% | 3,7 % |
| Viandes, abats et préparations de viande | 237,6 | 239,4 | 0,8% | 3,4 % |
| Préparations alimentaires diverses | 148,6 | 169,7 | 14,2% | 2,4 % |
| Graisses, huiles et leurs produits | 131,9 | 148,4 | 12,6% | 2,1 % |
| Graines et fruits oléagineux | 144,3 | 134,8 | -6,6% | 1,9 % |
| Résidus alimentaires et aliments pour animaux | 212,6 | 110,3 | -48,1% | 1,6 % |
| Céréales | 142,4 | 95,7 | -32,8% | 1,4 % |
| Plantes vivantes et produits de la floriculture | 61,3 | 66,1 | 7,8% | 0,9 % |
| Animaux vivants | 54,0 | 52,1 | -3,6% | 0,7 % |
| Produits de minoterie | 41,5 | 22,9 | -44,8% | 0,3 % |
| Autres produits d'origine bioalimentaire | 229,8 | 219,8 | -4,3% | 3,1 % |
| TOTAL BIOALIMENTAIRE | 6 913,7 | 7 090,0 | 2,6% | 100,0 % |

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec; estimations et compilation du MAPAQ.

Réalisation

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Sous-ministériat aux politiques agroalimentaires
Direction de la planification, des politiques et des études économiques

Coordination

Félicien Hitayezu, directeur adjoint
Carol Gilbert
Laurence Morin-Rivet

Recherche et rédaction

Yvon Boudreau
Carol Gilbert
Stéphanie Keable
Karim Kesri
Stéphane Lacharité
Laurence Morin-Rivet
Josée Robitaille
Yvon St-Amour
Ricardo Vargas

Autre collaboration

Direction des politiques commerciales et intergouvernementales
Sous-ministériat aux pêches et à l'aquaculture commerciales

Révision linguistique

Isabelle Tremblay (Des mots et des lettres)

Conception graphique

Direction des communications

Photographies

Éric Labonté, Direction des communications
Freepik.com

© Gouvernement du Québec

Dépôt légal : 2017
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN 978-2-550-78429-6 (imprimé)
ISBN 978-2-550-78430-2 (PDF)

